

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized

Public Disclosure Authorized



ENHANCING ACCESS TO BENEFITS
WHILE LOWERING EMISSIONS



RAPPORT ANNUEL

2 0 2 4

d'EnABLE



THE WORLD BANK
IBRD • IDA | WORLD BANK GROUP

Table des matières

Liste des tableaux, graphiques, encadrés et cartes	ii
Remerciements	iii
Principales informations sur le fonds fiduciaire	iii
Liste des acronymes	iv
La lettre de la responsable du fonds fiduciaire EnABLE	vii
1. La vision d'EnABLE pour améliorer l'inclusion sociale dans le financement de l'action climatique axé sur les résultats.....	1
2. Thème prioritaire I : Améliorer l'environnement porteur	13
3. Thème prioritaire 2 : Identifier et renforcer les possibilités de participation	25
4. Thème prioritaire 3 : Intégrer l'inclusion sociale et l'égalité des genres.....	33
5. Communication, sensibilisation et collaboration.....	37
6. Suivi et évaluation.....	43
7. Défis et opportunités	47
Annexe A. Contributions et dépenses	51
Annexe B. Consultations et organisations participantes.....	53

Tableaux

1. Situation des programmes d'EnABLE à la fin de l'exercice 2024	1
2. Allocations cumulées de financement pour les programmes nationaux, par région et par pays, à la fin de l'exercice 2024	26
A1. Contributions totales à EnABLE.....	51
A2. Dépenses cumulées d'EnABLE.....	51
B1. Récapitulatif des consultations/formations menées pendant l'exercice 2024	53

Graphiques

1. Présentation d'EnABLE	6
2. Allocations de financement et décaissements cumulés pour les programmes nationaux, par région et par pays, à la fin de l'exercice 2024.....	15
3. Part cumulée des allocations de financement pour les programmes nationaux, par région et par pays, à la fin de l'exercice 2024	26

Encadrés

1. Le fonds fiduciaire parapluie SCALE.....	1
2. La nécessité d'intégrer les aspects liés au genre dans les programmes d'EnABLE.....	2
3. Groupe consultatif technique d'EnABLE.....	4
4. Activités soutenues par EnABLE sous le thème prioritaire 1	14
5. Une étude de cas sur l'autonomisation des femmes au Kanchanpur au Népal.....	22
6. Activités soutenues par EnABLE sous le thème prioritaire 2	25
7. EnABLE exerce une influence positive sur les critères d'inclusion du plan de partage des avantages du Mozambique.....	43

Cartes

1. Pays cibles d'EnABLE et situation des programmes à la fin de l'exercice 2024	8
---	---

Remerciements

Le rapport annuel d'EnABLE pour l'exercice 2024 été rédigé, au nom de la Banque mondiale, par le secrétariat d'EnABLE, dirigé par Asyl Undeland (responsable du fonds fiduciaire EnABLE), avec l'aide de l'équipe principale d'EnABLE : Chie Ingvoldstad (responsable principale des opérations), Celina Pentamah (consultante pour les opérations) et Marina Kvashnina (spécialiste du financement de l'action climatique).

L'équipe d'EnABLE est particulièrement reconnaissante envers les nombreux experts autochtones, leurs organisations et leurs réseaux, qui ont donné de leur temps, de leur expertise et de leurs idées au cours de l'année passée, ainsi qu'envers les équipes de travail de la Banque mondiale de la Pratique mondiale pour la durabilité sociale et l'inclusion, qui ont dirigé les programmes d'EnABLE sur le terrain et ont fourni des contributions inestimables au niveau national. Nous remercions Mary Jane Banks (rédactrice/consultante éditoriale), Alybek Ismailov (graphiste) et Jane Sunderland (correctrice d'épreuves).

Enfin, EnABLE et la Banque mondiale tiennent à remercier le gouvernement allemand, en particulier le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), pour le financement de cet important programme et l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) pour l'assistance technique au nom du BMZ.

Principales informations sur le fonds fiduciaire

Nom du fonds fiduciaire	Améliorer l'accès aux avantages tout en réduisant les émissions (EnABLE)
Donateur	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
Unité de gestion du fonds fiduciaire	Unité de gestion des fonds pour le changement climatique (SCCFM)
Responsable du fonds fiduciaire	Asyl Undeland
Responsable du pôle d'expertise	Erwin de Nys (exercice 2024)
Date de clôture du fonds fiduciaire	Décembre 2030
Montant du fonds fiduciaire	50 millions d'euros (environ 55 millions de dollars)
Fréquence des rapports d'avancement	Fin de l'exercice

Liste des acronymes

ACOFOP	Association des communautés forestières du Petén (Guatemala)
ACOFUN	Association des utilisateurs de forêts en collaboration (Népal)
ADITICA	Association pour le développement intégral de la réserve autochtone Cabécar (Guatemala)
AMPB	Alliance méso-américaine des peuples et des forêts (Costa Rica)
ANSAB	Réseau asiatique pour l'agriculture durable et les bioressources (Népal)
ASODEFOREST	Association pour le développement forestier durable et la restauration (République dominicaine)
BMZ	Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement
CESC	Centre pour l'apprentissage et le développement des capacités de la société civile (Mozambique)
CIFOR-ICRAF	Centre international pour la recherche en agroforesterie
CIPRED	Centre pour la recherche et le développement des peuples autochtones (Népal)
CL	Communautés locales
COP28	28e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
DANAR	Alliance Dalit pour les ressources naturelles (Népal)
DFAT	Ministère des Affaires étrangères et du Commerce (Australie)
EnABLE	Améliorer l'accès aux avantages tout en réduisant les émissions programme(s) de réduction des émissions
Exercice 2024	Année fiscale du 1er juillet 2023 au 30 juin 2024
FCPF	Fonds de partenariat pour le carbone forestier (Banque mondiale)
FECOFUN	Fédération des utilisateurs de la foresterie communautaire au Népal
FEREADD	Fédération des réseaux et associations de l'énergie, de l'environnement et du développement durable (Côte d'Ivoire)
FILAC	Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes
FFS	Solutions fiscales et financières
FLACSO	Faculté latino-américaine de sciences sociales
FNDS	Fonds national pour le développement durable (Mozambique)

FONAFIFO	Fonds national de financement de la foresterie (Costa Rica)
FPIC	Consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause
FUNBAM	Banque de développement environnemental (Costa Rica)
GFLL	Projet sur la gouvernance, les paysages forestiers et les moyens de subsistance dans le Nord du Laos
GIZ	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
HIA	Zone(s) d'intervention critique(s)
HRIE	Droits de la personne, inclusion et autonomisation
IARNA	Institut de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement, Université Rafael Landivar (Guatemala)
IEG	Groupe d'évaluation indépendant
INAB	Institut national des forêts (Guatemala)
INCOLI	Institut des moyens de subsistance communautaires (Viet Nam)
INDER	Institut de développement rural du Costa Rica
INDOCAFE	Institut dominicain du café
INTEC	Observatoire du changement climatique et de la résilience, Institut technologique de Santo Domingo (République dominicaine)
ISFL	Initiative pour des paysages forestiers durables du Fonds BioCarbone (Banque mondiale)
MFF	Ministère des Pêches et de la Sylviculture (Fidji)
MINAE	Ministère de l'Environnement et de l'Énergie (Costa Rica)
MPIDO	Organisation de développement intégré des pasteurs Mainyoiito (Kenya)
MRV	Mesure, rapports et vérification
MTACHA	Ministère des Affaires iTaukei, de la Culture, du Patrimoine et des Arts (Fidji)
NCIP	Commission nationale des peuples autochtones (Philippines)
NCS	Solutions basées sur la nature pour le climat (SCALE)
NEFIN	Fédération népalaise des nationalités autochtones (Népal)
NFDIN	Fondation nationale pour le développement des nationalités autochtones (Népal)
NIWF	Fédération nationale des femmes autochtones (Népal)
ONG	Organisation(s) non gouvernementale(s)

OSC	Organisation(s) de la société civile
PA	Peuples autochtones
PROGREEN	Partenariat mondial pour des paysages durables et résilients (Banque mondiale)
RDN	Réseau Rastriya Dalit (Népal)
RDP lao	lao République démocratique populaire lao
RECOFTC	Centre régional de formation en foresterie communautaire (RDP lao)
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, en plus de la gestion durable des forêts et la conservation et le renforcement des stocks de carbone forestier
RIBCA	Réseau autochtone Bribri et Cabécar (Costa Rica)
S&E	Suivi et évaluation
SCALE	Action climatique à grande échelle par la réduction des émissions (Banque mondiale)
SCCFM	Unité de gestion des fonds pour le changement climatique (Banque mondiale)
SIS	Solutions d'infrastructure durable (SCALE)
SISAP	Stratégie et plan d'action d'inclusion sociale (EnABLE)
SSI	Durabilité et inclusion sociales
SWA	Solidaridad West Africa
TLTB	Conseil de gestion des terres iTaukei (Fidji)
UNPFII	Instance permanente des Nations unies sur les questions autochtones

LA LETTRE DE LA RESPONSABLE DU FONDS FIDUCIAIRE EnABLE

L'approche d'EnABLE est unique parmi celles adoptées par la Banque mondiale pour atteindre ses objectifs pour le développement. Le fonds a été établi sur le principe d'un partenariat avec des organisations locales de la société civile pour apporter un financement direct aux communautés autochtones, locales et aux autres communautés défavorisées et groupes vulnérables. Le but est de renforcer leur participation aux instances et aux initiatives d'atténuation du changement climatique afin d'amplifier leur accès et leurs avantages. Avec cet objectif central au premier plan de nos actions, l'exercice 2024 a été déterminant pour EnABLE.

L'un des grands succès a été la mise en œuvre de programmes au Ghana, en Indonésie et au Mozambique. Cela a été le résultat de nombreuses années de travail pour diffuser des informations, renforcer les connaissances et les capacités, identifier des réseaux, établir des collaborations et obtenir des commentaires pour la conception d'activités répondant aux besoins et aux priorités spécifiques de chacun de ces pays.

Cette année, nous avons également jeté les bases de futurs programmes au Costa Rica, au Népal et en République démocratique populaire lao. Des préparatifs ont par ailleurs été lancés à Fidji, à Madagascar, en République dominicaine et dans plusieurs autres pays.

Autre avancée, le dialogue mondial des peuples autochtones et des communautés locales sur le financement de l'action climatique a permis aux représentants des peuples autochtones et des communautés locales de discuter, d'approfondir et de partager leurs points de vue sur la conception et la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages qui en découlent. Cet événement, et plusieurs réunions et consultations plus restreintes qui se sont tenues tout au long de l'année, ont permis de recueillir des réactions ciblées et utiles à l'élaboration des orientations stratégiques des programmes d'EnABLE.

Le travail de fond réalisé jusqu'à présent se traduira à l'avenir par des effets tangibles. L'engagement que nous avons pris d'améliorer les conditions de vie et les moyens de subsistance de nos groupes d'intérêt, tout en protégeant le paysage forestier par une gestion durable, renforce notre capacité à instaurer la confiance, à favoriser l'équité, à innover et à mettre en place des systèmes résilients. Ainsi, toutes les parties prenantes peuvent faire entendre leur voix pour construire l'avenir, en particulier celles qui ont été les principales gardiennes des forêts, mais qui ont été traditionnellement marginalisées.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à nos partenaires, et en particulier à notre principal donateur, le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), ainsi qu'à l'Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) pour les conseils techniques qu'elle fournit au nom du BMZ. Votre soutien a été déterminant, et sera tout aussi essentiel pour nous aider à réaliser notre vision d'un avenir plus inclusif et plus durable. Les principaux efforts déployés sur le terrain sont menés par nos collègues de la Pratique mondiale pour l'inclusion sociale et la durabilité de la Banque mondiale, dont les connaissances, l'expérience et le dévouement nous permettent de faire de nos aspirations une réalité. Enfin, sans notre groupe consultatif technique composé d'experts issus des peuples autochtones en matière de financement de l'action climatique, nous ne serions pas en mesure d'élaborer un programme qui répond aux besoins et aux intérêts de ces acteurs majeurs.

1. LA VISION D'EnABLE POUR AMÉLIORER L'INCLUSION SOCIALE DANS LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMATIQUE AXÉ SUR LES RÉSULTATS

Aperçu

Établi en décembre 2020 en tant que fonds fiduciaire autonome alimenté par plusieurs donateurs, EnABLE (améliorer l'accès aux avantages tout en réduisant les émissions) est un programme mondial axé sur les connaissances, les opérations et l'assistance technique. Il offre un soutien financier direct aux peuples autochtones (PA), aux communautés locales (CL) et à d'autres groupes vulnérables par l'entremise d'organisations locales de la société civile (OSC), ce qui devrait faciliter leur participation à des initiatives de financement climatique axé sur les résultats et accroître leur accès et leurs avantages.

Plus précisément, EnABLE se focalise sur les juridictions des programmes de réduction des émissions des 15 pays membres du Fonds carbone du Fonds de partenariat pour le carbone forestier (FCPF). Il ambitionne d'étendre ce soutien à cinq programmes de réduction des émissions dans le cadre de l'Initiative pour des paysages forestiers durables (ISFL) du Fonds BioCarbone et d'être associé au fonds fiduciaire SCALE (action climatique à grande échelle par la réduction des émissions) de la Banque mondiale (encadré 1). Point important, EnABLE prend aussi en compte les considérations liées au genre qui affectent tous ces groupes. En effet, les femmes et les filles sont souvent confrontées à des obstacles supplémentaires à l'inclusion, en particulier dans les sociétés dominées par les hommes (encadré 2).

ENCADRÉ 1. Le fonds fiduciaire parapluie SCALE

SCALE (action climatique à grande échelle par la réduction des émissions) est un fonds parapluie conçu pour aider les pays à accélérer leur développement sobre en carbone en mobilisant des financements abordables. Il facilite l'octroi de financements directs pour l'action climatique et aide les pays à surmonter les obstacles à l'accès au financement par les marchés du carbone, y compris de la part des acteurs du secteur privé.

S'appuyant sur plus de vingt ans d'expertise de la Banque mondiale, SCALE fournit des financements concessionnels à fort impact pour aider les pays à générer et à commercialiser des crédits carbone de grande intégrité et inclusifs d'un point de vue social. Ce soutien facilite en outre leur accès aux marchés internationaux du carbone et aux financements abordables disponibles pour atteindre leurs objectifs nationaux en matière de climat. Pour susciter un changement transformateur, SCALE structure son intervention autour de trois piliers prioritaires :

1. Solutions basées sur la nature pour le climat (NCS), y compris l'agriculture, la foresterie et l'économie bleue

2. Solutions d'infrastructure durable (SIS), y compris l'énergie, le transport, l'infrastructure urbaine et l'eau

3. Solutions fiscales et financières (FFS), y compris la réforme des subventions aux combustibles fossiles, la tarification du carbone, les obligations vertes et la réforme du secteur financier

Chaque pilier vise à accroître l'ambition climatique des pays en les aidant à générer des crédits carbone, grâce à des investissements ciblés, au renforcement des capacités et à des mécanismes de financement innovants. Il est prévu qu'EnABLE s'associe à SCALE et opère selon ces trois piliers.

Source : EnABLE/Banque mondiale.

ENCADRÉ 2. La nécessité d'intégrer les aspects liés au genre dans les programmes d'EnABLE

Les questions liées au genre concernent tous les programmes d'EnABLE, ainsi que les communautés et groupes autochtones et locaux qui constituent ses groupes d'intérêt cibles. Dans ces communautés, les femmes et les filles se heurtent à des obstacles supplémentaires qui les empêchent de s'intégrer dans la société et, par conséquent, de profiter des avantages potentiels des initiatives de financement climatique axé sur les résultats. Dans de nombreux endroits et de nombreuses situations, les droits des femmes et leur accès aux connaissances et aux ressources d'information dépendent de leur statut en tant que membres de leur communauté et de leur relation avec les hommes de leur famille (époux, pères, etc.). Cela dépend de leur statut marital (célibataires, mariées ou veuves), de leur statut migratoire (immigrantes ou membres de minorités vulnérables) et de leur niveau d'éducation et d'autonomisation. Cela s'applique également aux jeunes, aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

À titre d'exemple, si le manque de reconnaissance du régime foncier est un problème généralisé pour les communautés autochtones et locales, la situation est encore plus complexe pour les femmes au sein de ces communautés. En cas de divorce ou de veuvage, les femmes peuvent perdre tout droit à la terre et aux ressources qu'elles possèdent (et parfois même leur logement et leurs moyens de subsistance). En outre, les migrantes sans famille ne sont pas en mesure d'obtenir des droits par héritage. Même lorsque les droits des femmes sont reconnus, ils ne permettent souvent pas une représentation adéquate dans les processus de prise de décision. Les femmes sont souvent dissuadées de participer aux débats publics ou craignent de le faire. Leurs responsabilités domestiques, familiales et agricoles peuvent limiter leur capacité à tirer parti des possibilités d'échange d'informations et de renforcement des capacités. Un autre obstacle a été identifié, qui limite la participation des femmes : la difficulté d'accéder à des postes de direction (et très probablement le manque de modèles à suivre).

La sous-représentation des femmes dans les décisions relatives au financement climatique entrave la crédibilité et la légitimité du processus, ce qui entraîne des déficits de connaissances inacceptables. En somme, tous les arguments avancés en faveur de l'inclusion des peuples autochtones et des communautés locales dans les processus de financement de l'action climatique s'appliquent également à celle des femmes. Pour ces raisons et bien d'autres, EnABLE soutient l'intégration des questions liées au genre dans son portefeuille de programmes.

Source : EnABLE/Banque mondiale.

Contexte mondial

En parallèle aux mesures de réduction de la déforestation, la préservation des forêts et des écosystèmes en tant que puits de carbone est essentielle pour parvenir à des réductions d'émissions conformes aux objectifs de l'Accord de Paris. Chaque année, les forêts absorbent 7,6 milliards de tonnes net de CO₂ de l'atmosphère, agissant comme des puits de carbone cruciaux.

Toutefois, leur capacité à absorber le carbone diminue de plus en plus en raison de la déforestation et de la dégradation des sols, ce qui, parmi d'autres conséquences désastreuses, exacerbe les effets négatifs du changement climatique. Les forêts ne sont pas seulement des puits de carbone, elles abritent aussi une grande diversité biologique. Elles assurent des services écosystémiques essentiels,

tels que la régulation des flux hydriques, la prévention de l'érosion des sols et la protection des communautés contre les inondations. Dans de nombreux cas, les forêts abritent des communautés autochtones et locales riches et d'une grande diversité culturelle, dont les liens avec ces terres et écosystèmes (souvent) ancestraux sont profonds.

L'article 6 de l'Accord de Paris établit un cadre de collaboration internationale pour atteindre les objectifs climatiques, notamment à l'aide de mécanismes fondés sur le marché, tels que les crédits carbone, qui sont étroitement liés aux initiatives de conservation des forêts. De nombreuses actions associées aux marchés du carbone sont menées en milieu forestier et visent à éviter la déforestation et à promouvoir le reboisement et le boisement. Les marchés volontaires du carbone permettent aux entreprises et aux organisations d'acheter des crédits

carbone générés par ces initiatives pour les inciter à réduire, supprimer ou éviter les émissions de gaz à effet de serre. Grâce à la préservation et à la restauration des forêts, ces marchés contribuent directement à la réduction des émissions mondiales, favorisent la biodiversité et soutiennent les services écosystémiques essentiels.

Gardiens de longue date des forêts, les peuples autochtones et les communautés locales jouent un rôle crucial dans leur conservation. Les connaissances traditionnelles des communautés autochtones et locales ainsi que leurs pratiques de gestion durable des terres sont souvent en phase avec les stratégies d'atténuation des effets du changement climatique. Néanmoins, seule une petite partie des terres ancestrales des peuples autochtones et des communautés locales est légalement reconnue. Par ailleurs, les groupes tributaires des forêts ne sont pas suffisamment représentés dans les décisions prises au niveau mondial en matière de politiques climatiques. L'intégration de l'expertise autochtone et locale dans les initiatives de conservation des forêts, y compris les projets de REDD+ et les marchés volontaires du carbone, permet de s'assurer que ces initiatives respectent l'héritage culturel et garantissent des avantages complémentaires équitables (avantages autres que le carbone ou avantages connexes), tels que le régime foncier, la préservation de la biodiversité et l'amélioration des moyens de subsistance.

Depuis sa création en 2008, le FCPF a travaillé avec les pays et les donateurs pour définir des cadres de préparation et de mise en œuvre de la REDD+, précisant les politiques et les initiatives spécifiques pour réduire les émissions dues à la déforestation et renforcer le stockage du carbone. Sur ces bases, le FCPF aide les pays à élaborer des politiques et à orienter les investissements à travers leurs programmes de réduction des émissions. Les enseignements tirés de ces initiatives démontrent l'efficacité des mécanismes de financement innovants (tels que le financement de l'action climatique axé sur les résultats et les programmes de crédit carbone certifiés selon des normes rigoureuses) pour inciter à la préservation des forêts. Cependant, les marchés volontaires du carbone posent des problèmes liés à l'intégrité des crédits carbone, avec des risques pour les peuples autochtones et les communautés locales, ainsi que pour d'autres groupes défavorisés et vulnérables. Certains problèmes, tels que le manque de clarté du régime foncier, peuvent aussi entraver les avancées de la REDD+. La sécurité foncière et forestière est de plus en plus considérée comme un

avantage connexe essentiel des initiatives de financement climatique axé sur les résultats. C'est aussi une condition indispensable à la capacité des peuples autochtones et des autres groupes tributaires de la forêt à gérer leurs ressources de manière durable et à accéder aux avantages du financement climatique axé sur les résultats.

EnABLE a été créé dans le but de promouvoir l'inclusion sociale dans la conception et la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages qui y sont liés, à travers un appui direct à des stratégies qui atténuent les risques encourus par ses groupes d'intérêt, renforcent leur engagement et amplifient leurs avantages. Ainsi, dans le cadre de son action en faveur de la viabilité des marchés du carbone pour la planète et ses habitants, la Banque mondiale a lancé, lors de la conférence annuelle des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) en décembre 2023, la [Feuille de route de la Banque mondiale pour la création de marchés du carbone aux normes d'intégrité élevées](#) qui respecte les principes d'intégrité sociale dans le cadre de la REDD+ pour assurer la pérennité des actions climatiques.

Gouvernance d'EnABLE

Comité de pilotage d'EnABLE

Le comité de pilotage d'EnABLE fournit une orientation stratégique pour les activités du fonds, approuve les plans de travail et les budgets, et examine les progrès réalisés sur la base du cadre de résultats d'EnABLE.

Le comité est présidé par le responsable du pôle d'expertise de l'unité de mobilisation des financements climatiques de la Banque mondiale (SCCFM), et les réunions sont facilitées par le secrétariat d'EnABLE. Les membres comprennent des représentants des organisations donatrices et de la Banque mondiale, avec le soutien d'experts techniques. Le comité se réunit une fois par an. Au cours de l'exercice 2024, une réunion a eu lieu à Bonn en juin afin d'examiner et d'approuver le plan de travail et le budget de l'exercice 2025, de même que les propositions de programmes nationaux pour Fidji et Madagascar. En outre, le secrétariat d'EnABLE a organisé deux réunions techniques au cours de l'exercice 2024 : en novembre 2023, pour faire le point sur le dialogue mondial et examiner les progrès des activités de renforcement des connaissances et des capacités, et en mars 2024, pour recevoir une mise à jour des équipes nationales sur la préparation des programmes nationaux.

ENCADRÉ 3. Groupe consultatif technique d'EnABLE

Le groupe consultatif technique d'EnABLE a été établi dans le but de fournir des conseils et un retour d'information au secrétariat d'EnABLE. Il s'assure que les programmes du fonds répondent de manière adéquate aux besoins de ses groupes d'intérêt en termes d'inclusion sociale et d'égalité entre les genres. Cela concerne initialement les programmes de réduction des émissions des pays membres du Fonds Carbone du FCPF. Il a comme responsabilité secondaire d'apporter des conseils techniques, à la demande du secrétariat d'EnABLE, sur les produits et documents pertinents produits par EnABLE.

Les membres du groupe consultatif technique comprennent des représentants des communautés autochtones et locales, des organisations de la société civile concernées, des jeunes et des personnes handicapées, ainsi que des personnes possédant une expertise appropriée dans les questions liées au genre et représentant les différentes régions culturelles du monde.

La représentation des genres au sein du groupe consultatif technique est également équilibrée.

Source : EnABLE/Banque mondiale.

Groupe consultatif technique d'EnABLE

Le groupe consultatif technique d'EnABLE a été établi dans le but d'assurer une orientation stratégique et technique des programmes. Le groupe consultatif technique est composé d'experts techniques autochtones dotés d'une expérience et d'une expertise solides et qui travaillent activement avec les groupes d'intérêt d'EnABLE.

Les membres du groupe consultatif technique ont également une connaissance approfondie de financement de l'action climatique axé sur les résultats et des aspects liés à la conception et à la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions. Les membres agissent en tant qu'observateurs lors des réunions du comité de pilotage d'EnABLE afin de fournir un retour d'information et des conseils au nom des circonscriptions (encadré 3).

Secrétariat d'EnABLE

Dirigé par Asyl Undeland, responsable du fonds EnABLE, le secrétariat d'EnABLE soutient le comité de pilotage d'EnABLE et assure la gestion du fonds, ce qui inclut la supervision de la coordination, la recherche de financement, les décaissements, le suivi et les rapports d'activités. Le secrétariat représente EnABLE aux niveaux mondial, régional, national et local et diffuse des informations et des mises à jour sur les activités d'EnABLE à l'aide de la communication et de la sensibilisation.

Le secrétariat apporte aussi un soutien technique et un développement des capacités et facilite la communication entre les équipes nationales d'EnABLE.

Programmes d'EnABLE

Orientations stratégiques

Les orientations stratégiques d'EnABLE pour la période 2023-26 portent sur les principaux domaines suivants :

1. Promouvoir un portefeuille d'interventions stratégiques d'inclusion sociale, avec 40 % de financement au maximum alloué au soutien des activités de génération, de diffusion et de partage des connaissances. Cela implique l'élaboration de méthodologies, de lignes directrices et de supports de formation conformes à des stratégies et des actions ambitieuses dans le cadre de la REDD+ et d'autres initiatives de financement de l'action climatique axé sur les résultats. Cela comprend également le renforcement des capacités des équipes de travail de la Banque mondiale, des organisations de la société civile (OSC), les échanges Sud-Sud entre ceux qui sont engagés dans la mise en œuvre des opérations et les partenaires du gouvernement et du secteur privé.
2. Allouer un financement climatique direct aux communautés autochtones, aux groupes locaux et à leurs organisations non gouvernementales (ONG) affiliées, avec au moins 60 % qui leur sont versés directement et qui bénéficient à leurs membres. Il s'agit de soutenir le renforcement des partenariats et des réseaux communautaires pertinents et de développer les capacités des OSC locales et des réseaux qui représentent les communautés marginalisées.

3. Augmenter l'accès des groupes d'intérêt aux avantages liés ou non au carbone découlant des initiatives d'atténuation des effets du changement climatique. Le but est d'appuyer la conception de méthodologies et d'encourager les collaborations et les partenariats qui amplifient les avantages non liés au carbone pour les parties prenantes, en particulier dans des domaines tels que la sécurisation des régimes fonciers, la conservation de la biodiversité et la promotion de l'égalité entre les genres.

4. Améliorer l'efficacité et l'efficience de la préparation et de la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions. Tout d'abord, il faut avoir en place des plans d'établissement d'un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage qui intègre les leçons apprises et génère des connaissances axées sur la demande. Deuxièmement, il faut impliquer les parties prenantes mondiales du financement de l'action climatique axé sur les résultats afin d'élargir les programmes d'EnABLE au-delà des 15 pays actuels membres du Fonds Carbone pour inclure les opérations de l'ISFL et de SCALE.

5. Lever des fonds et obtenir 200 millions de dollars pour soutenir le plan d'extension des activités d'EnABLE. À la fin de l'exercice 2024, les engagements directs incluaient un montant de 50 millions d'euros de l'Allemagne/BMZ pour soutenir l'inclusion dans les pays du Fonds Carbone du FCPF (environ 55 millions de dollars au 30 juin 2024).

Structure des programmes

Les initiatives d'ENABLE se répartissent en deux domaines : le premier vise à renforcer les connaissances et les compétences à l'échelle locale, régionale et mondiale, tandis que le second se concentre sur les programmes nationaux. Les activités de renforcement des connaissances et des capacités développent, élargissent et améliorent les capacités des parties prenantes, ainsi que des personnes et des institutions chargées de la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages (graphique 1). Le développement des connaissances favorise la diffusion et le partage des informations, tout en renforçant la compréhension qu'ont les parties prenantes des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages, ainsi que de leur mode de participation et des avantages qu'ils peuvent en tirer.

Il faut noter qu'il est essentiel, afin de favoriser réellement le développement de la compréhension, de la confiance et du respect, que le transfert des connaissances s'effectue dans

les deux sens, c'est-à-dire tant à partir des groupes d'intérêt d'ENABLE que de ces derniers, vers les responsables de la mise en œuvre, les agences gouvernementales et les autres parties prenantes. La plupart des activités de renforcement des connaissances et des capacités d'EnABLE sont exécutées conjointement par les équipes de travail de la Banque Mondiale et les OSC locales.

Les programmes nationaux d'EnABLE, qu'il s'agisse de projets autonomes ou de composantes d'autres projets, prennent la forme d'investissements ciblés dans des activités bien définies et conçues qui répondent aux besoins et aux priorités selon le contexte spécifique. Par ailleurs, les programmes nationaux testent et appliquent des approches novatrices en matière d'engagement en vue de les reproduire et de les développer facilement dans d'autres contextes.

Les programmes nationaux d'EnABLE sont principalement mis en œuvre par les réseaux et les groupes des PA et des CL, ainsi que par les OSC locales qui ont été jugées financièrement saines par la Banque mondiale, qui ont fait leurs preuves et qui ont mis en place des dispositions satisfaisantes pour pouvoir recevoir et rendre compte des fonds de subvention. Ces organisations doivent également être approuvées par les gouvernements nationaux comme condition préalable à la formalisation de tout accord avec la Banque mondiale. Des services de conseil au niveau national ou juridictionnel pour le renforcement des capacités peuvent également être exécutés par la Banque mondiale en fonction des circonstances locales. La période de mise en œuvre, déterminée pour s'aligner sur l'exécution des plans de partage des avantages et la soutenir, est généralement de trois à quatre ans à compter de l'approbation et de la signature de la convention de subvention. Les chefs d'équipe de la Banque mondiale sont responsables de la préparation et de la supervision des activités financées par EnABLE, conformément aux politiques et aux normes de la Banque mondiale.

Situation des programmes d'EnABLE à la fin de l'exercice 2024

À la fin de l'exercice 2024, les activités de renforcement des connaissances et des capacités menées par EnABLE étaient actives ou achevées dans 13 pays, les programmes nationaux approuvés par le comité de pilotage d'EnABLE concernaient 8 pays, et des accords entre la Banque mondiale et les agences d'exécution respectives avaient été signés pour 3 pays (carte 1, tableau 1).

GRAPHIQUE 1. Vue d'ensemble de l'orientation stratégique d'EnABLE



UN ENSEMBLE DE GROUPES D'INTÉRÊT

Les groupes d'intérêt d'EnABLE comprennent les peuples autochtones (PA) (la priorité absolue), ainsi que les communautés locales (CL) et d'autres groupes économiquement et socialement désavantagés et vulnérables, tels que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées.



UN OBJECTIF GLOBAL

EnABLE a pour visée d'augmenter le financement direct de ses groupes d'intérêt dans le cadre d'initiatives de financement climatique axé sur les résultats, afin d'assurer l'inclusion sociale et l'égalité des genres, et d'amplifier les avantages. Les activités soutenues concernent entre autres une reconnaissance accrue des PA et des CL, la sécurité foncière, l'investissement dans des infrastructures à petite échelle pour soutenir des moyens de subsistance résilients et à faibles émissions de carbone et l'élaboration de propositions de projets pour accéder au financement au moyen des plans de partage des avantages.



GRAPHIQUE 1.

TROIS THÈMES PRIORITAIRES



1. Améliorer l'environnement porteur.

Les programmes d'EnABLE renforcent les capacités des groupes d'intérêt à s'engager dans des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages, et comprennent un appui à un environnement porteur à l'aide de cadres stratégiques et juridiques favorables.



2. Identifier et renforcer les possibilités de participation.

Les programmes d'EnABLE soutiennent la collaboration et les partenariats des groupes cibles avec les parties prenantes clés, en s'assurant que ces groupes dirigent et bénéficient d'un financement climatique basé sur les résultats grâce à des activités bien conçues, qui favorisent le partage des avantages et peuvent être facilement reproduites et étendues.



3. Intégrer l'inclusion sociale et l'égalité des genres.

Les programmes d'EnABLE intègrent l'inclusion sociale et l'égalité des genres dans la conception et la mise en œuvre des programmes de financement de l'action climatique axé sur les résultats, par le transfert de connaissances et le partage des meilleures pratiques.

TROIS PRINCIPES DIRECTEURS



1. Les activités portent sur les programmes de réduction des émissions spécifiques aux pays et sur les plans de partage des avantages afin de promouvoir la participation des groupes d'intérêt d'EnABLE.



2. Les activités sont destinées à être exécutées par les bénéficiaires par l'intermédiaire d'organisations locales de la société civile.



3. Les activités sont mises en œuvre sur la base de partenariats entre les groupes d'intérêt cibles, les organisations de la société civile, les agences gouvernementales et les acteurs du secteur privé.

CARTE 1. Pays cibles d'EnABLE et situation des programmes à la fin de l'exercice 2024

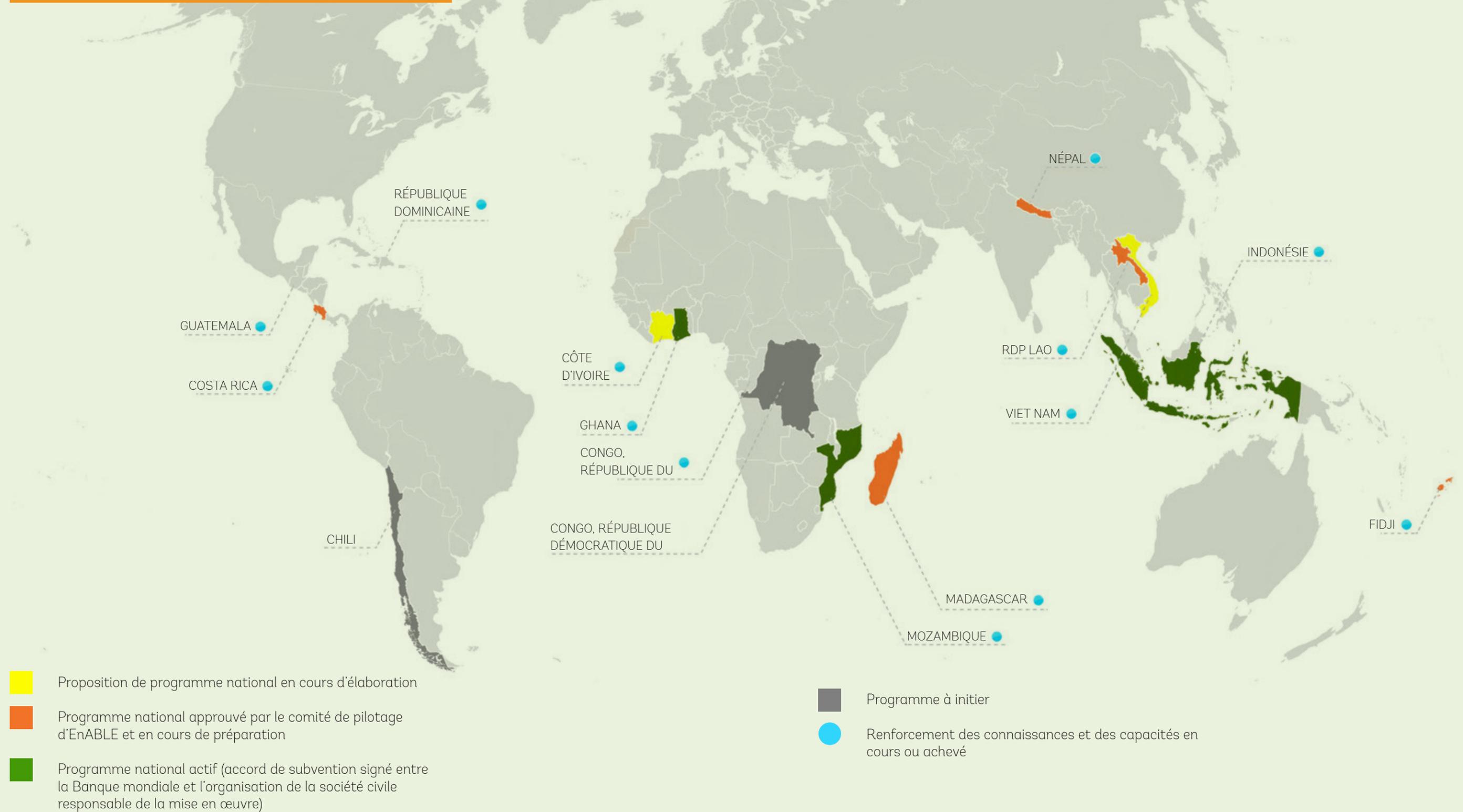


TABLEAU 1. Situation des programmes d'EnABLE à la fin de l'exercice 2024

Région/pays	Durée estimée du projet	Coût indicatif du projet (en millions de dollars)	Programme de renforcement des connaissances et des capacités lancé	Programme de renforcement des connaissances et des capacités en cours/achevé
Afrique (6)				
Congo, République démocratique du	Activités à initier			
Congo, République du	À préciser	À préciser	Exercice 2024	En cours
Côte d'Ivoire	À préciser	À préciser	Exercice 2024	En cours
Ghana	2024— 27	4,0	Exercice 2022	Achévé exercice 2024
Madagascar	À préciser	4,0	Exercice 2022	En cours
Mozambique	2024— 26	4,0	Exercice 2022	Achévé exercice 2024
Amérique latine et Caraïbes (4)				
Chili	Activités à initier			
Costa Rica	2024— 27	4,0	Exercice 2022	Achévé exercice 2024
République dominicaine	À préciser	À préciser	Exercice 2024	En cours
Guatemala	À préciser	À préciser	Exercice 2022	En cours
Asie de l'Est et Pacifique (4)				
Fidji	2024— 27	4,0	Exercice 2024	En cours
Indonésie	2024— 27	4,0	Exercice 2022	Achévé exercice 2024
République démocratique populaire lao	2024— 27	3,0	Exercice 2022	Achévé exercice 2024
Viet Nam	À préciser	À préciser	Exercice 2022	En cours
Asie du Sud (1)				
Népal	2024— 27	4,0	Exercice 2022	Achévé exercice 2024

TABLEAU 1.

Région/pays	Situation du programme national			
	Proposition en cours d'élaboration	Proposition approuvée par le comité de pilotage	Préparation du programme activée	Accord de la Banque mondiale signé
Afrique (6)				
Congo, République démocratique du	Activités à initier			
Congo, République du	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	Exercice 2024	-	-	-
Ghana	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2023	Exercice 2024
Madagascar	Exercice 2022	Exercice 2024	Exercice 2024	-
Mozambique	Exercice 2023	Exercice 2023	Exercice 2023	Exercice 2024
Amérique latine et Caraïbes (4)				
Chili	Activités à initier			
Costa Rica	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2023	-
République dominicaine	Exercice 2025	-	-	-
Guatemala	Exercice 2025	-	-	-
Asie de l'Est et Pacifique (4)				
Fidji	Exercice 2024	Exercice 2024	Exercice 2024	-
Indonésie	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2023	Exercice 2024
République démocratique populaire lao	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2023	-
Viet Nam	Exercice 2024	-	-	-
Asie du Sud (1)				
Népal	Exercice 2022	Exercice 2023	Exercice 2023	-

Source : EnABLE/Banque mondiale 2024.

Note : à préciser

2. THÈME PRIORITAIRE 1 : AMÉLIORER L'ENVIRONNEMENT PORTEUR

Le renforcement des connaissances et des capacités est au premier plan de la volonté d'EnABLE à améliorer l'environnement porteur pour soutenir la capacité des groupes d'intérêt à s'engager dans le financement de l'action climatique axé sur les résultats et à accéder aux avantages potentiels liés ou non au carbone (encadré 4). Ces activités ont pour autre résultat de produire des informations

à intégrer dans la conception et la mise en œuvre des programmes nationaux d'EnABLE, de façon qu'ils soient étayés par des pratiques solides, inclusives et basées sur des faits. Le graphique 2 illustre les allocations et les décaissements de financement cumulés d'EnABLE pour les activités de renforcement des connaissances et des capacités à la fin de l'exercice 2024.



ENCADRÉ 4. Activités soutenues par EnABLE sous le thème prioritaire 1

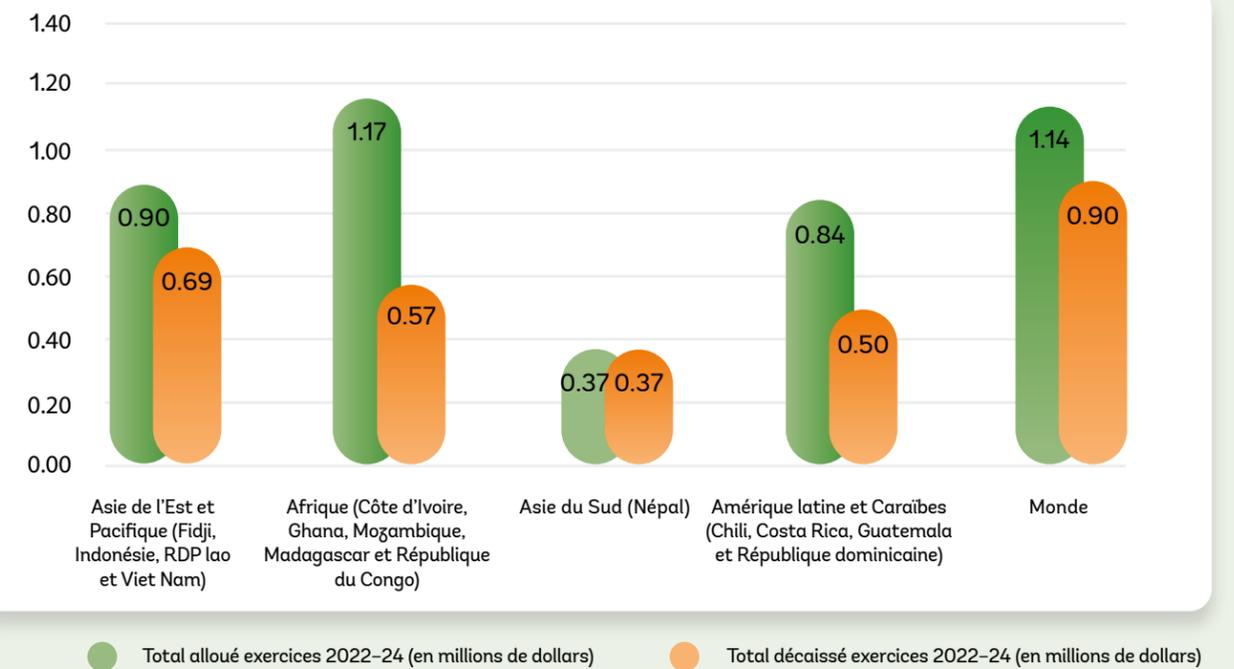
Sous le thème prioritaire 1 (renforcer les capacités des groupes d'intérêt à s'engager dans des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages, avec un appui à un environnement porteur à l'aide de cadres stratégiques et juridiques favorables), EnABLE soutient les activités suivantes :

1. Créer des supports et définir des stratégies de communication adaptées sur le plan culturel pour impliquer les groupes d'intérêt cibles dans les programmes de réduction des émissions afin de les sensibiliser aux risques et aux opportunités présentés par le financement climatique axé sur les résultats.
2. Renforcer les plateformes de parties prenantes multiples et promouvoir les partenariats et les réseaux pour soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.
3. Développer les compétences techniques, financières et de gestion des ressources des groupes cibles, en mettant particulièrement l'accent sur leur capacité (a) à comprendre les principes, les processus et les conditions du financement carbone, et (b) à développer, mettre en œuvre, gérer et rendre compte efficacement des programmes de réduction des émissions et des accords de partage des avantages, ce qui inclut l'intégration du suivi et de l'évaluation au niveau communautaire, des mécanismes de sauvegarde et des considérations d'égalité entre les genres.
4. Soutenir les cadres juridiques et stratégiques par une assistance technique aux gouvernements et aux organisations de la société civile pour gérer les effets négatifs des transitions et maximiser le développement.

Source : EnABLE/Banque mondiale.



GRAPHIQUE 2. Allocations de financement et décaissements cumulés pour les programmes nationaux, par région et par pays, à la fin de l'exercice 2024



Source : Banque mondiale 2024.

Renforcement des connaissances et des capacités à l'échelle mondiale et régionale



INDIGENOUS PEOPLES
LOCAL COMMUNITIES
**GLOBAL
DIALOGUE ON
CLIMATE FINANCE**

Permettre aux peuples autochtones et aux communautés locales de s'engager dans le financement climatique axé sur les résultats et d'en bénéficier

Le Dialogue mondial pour « permettre aux peuples autochtones et aux communautés locales de participer au financement climatique axé sur les résultats et d'en bénéficier », qui s'est tenu à San José, au Costa Rica, du 6 au 9 novembre 2023, est sans doute l'étape la plus importante de l'exercice 2024, en particulier en ce qui concerne la production et le partage de connaissances dans les deux sens. Cet événement important a rassemblé une soixantaine de leaders et experts représentant les PA et les CL du monde entier. Le Dialogue mondial visait à donner aux PA et aux CL la possibilité de s'exprimer de façon constructive sur leur participation au financement de l'action climatique axé sur les résultats, ainsi que sur les avantages qu'ils en tirent, notamment en ce qui concerne les processus décisionnels, les mécanismes de mise en œuvre et l'accès aux avantages.

Un groupe de pilotage autochtone a pris en charge la tenue et l'animation de l'événement, en assurant non seulement la modération, mais aussi la préparation des thèmes de

discussion et la sélection des orateurs et des invités. Le Dialogue mondial a été organisé conjointement par EnABLE et le FCPF, en collaboration avec le BMZ et la GIZ. Les équipes locales de la Banque mondiale et de la GIZ au Costa Rica, ainsi que le gouvernement du Costa Rica, hôte de l'événement, ont également apporté un soutien décisif. Les participants ont exploré, tout au long du dialogue, trois principaux thèmes sélectionnés par le groupe de pilotage : (1) les mécanismes pour faciliter le financement direct et le partage des avantages; (2) la représentation et la participation directes aux consultations et à la prise de décision sur les initiatives de paiement; et (3) les approches visant à améliorer l'inclusion dans les initiatives axées sur la résilience climatique et le financement basé sur les résultats, en réponse aux obstacles et défis sous-jacents. Chaque thème a été abordé dans le cadre d'une table ronde, de groupes de discussion régionaux, de présentations des résultats pour chaque région, et d'une discussion plus approfondie et d'un accord sur les implications globales.

La troisième journée a été consacrée à des visites de terrain dans la réserve autochtone Cabécar de Chirripó et dans le territoire autochtone Cabécar Nairi Awari. Les discussions et les conclusions ont été consolidées au cours de la quatrième journée. Une session « caisse de résonance » a été organisée le matin. Le groupe de pilotage y a présenté les premières conclusions à un groupe d'experts externes engagés et solidaires, composé de représentants des gouvernements du Costa Rica, de l'Allemagne et de la Norvège, de la Tenure Facility et de la direction de la Banque mondiale. Les participants ont ensuite poursuivi l'identification des principaux messages du dialogue et discuté de la voie à suivre (les détails sur les publications présentant les résultats du Dialogue mondial sont présentés dans la section 5, *Communication, sensibilisation et collaboration*).



Invocation inaugurale de la première journée du Dialogue mondial



Franz Tattenbach, ministre de l'Environnement et de l'Énergie du Costa Rica, procède à l'ouverture du Dialogue mondial



Cécile Ndjebet, écologiste primée du Réseau des femmes africaines pour la gestion communautaire des forêts (REFACOF).



Jennifer Sara, directrice du Groupe de la Banque mondiale sur le changement climatique



Groupe de pilotage du Dialogue mondial (de gauche à droite) : Anne Samante, Kenya; Pablo Mis, Belize; Eileen Delia Mairena Cunningham, Nicaragua; Helen Magata, Philippines (n'est pas présent sur la photo : Stanley Riamit Ole Kimaren)



Troisième jour : visite du territoire autochtone Cabécar Nairi Awari



Carine Clert, directrice de la Banque mondiale pour le Costa Rica, et Mario Cerdas, garde forestier responsable du parc national de Babilla, lors de la visite le troisième jour du territoire autochtone Cabécar Nairi Awari.



Des membres de la « caisse de résonance » lors de la quatrième journée : Louise Cord, directrice de la Pratique mondiale de la Banque mondiale pour la durabilité sociale et l'inclusion, et Maria Elena Herrera Ugalde, du département REDD+ du Fonds national de financement de la foresterie (FONAFIFO), Costa Rica



Tables rondes régionales

Avant la tenue du Dialogue mondial, EnABLE a apporté son appui à trois tables rondes régionales pour l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et Caraïbes. Ces événements s'inscrivaient dans le cadre d'une initiative plus vaste de la Banque mondiale intitulée « Comprendre et renforcer la résilience des peuples autochtones face aux chocs climatiques », dirigée par l'Unité pour la durabilité sociale et l'inclusion (SSI). Les stratégies réussies appliquées par les peuples autochtones pour accroître leur résilience face aux chocs climatiques dans divers paysages et écosystèmes ont été documentées dans le cadre de cette initiative. Les tables rondes ont également été organisées à point nommé pour préparer le Dialogue mondial.

Table ronde multipartite africaine sur la résilience des peuples autochtones aux chocs climatiques

La table ronde régionale pour l'Afrique s'est tenue à Nairobi, au Kenya, du 31 août au 1er septembre 2023, avec le soutien d'EnABLE, dans le cadre d'une collaboration entre la Banque mondiale et l'Organisation de développement intégré des pasteurs Mainyoito (MPIDO). Des peuples autochtones issus de 20 pays africains se sont réunis pour discuter des principaux facteurs de résilience au changement climatique et aux autres chocs extérieurs, ainsi que des risques et des opportunités associés au financement lié au climat et à la nature dans le contexte du renforcement de la résilience.

Table ronde régionale sur la résilience des peuples autochtones en Asie du Sud

Réunissant 35 leaders d'opinion et experts autochtones de 14 pays, la table ronde régionale pour l'Asie du Sud s'est tenue les 28 et 29 septembre 2023 à Katmandou, au Népal. Les activités menées dans le cadre de cette initiative (dirigée par l'Unité mondiale SSI et soutenue conjointement par EnABLE et le Partenariat mondial pour des paysages durables et résilients [PROGREEN]) ont eu pour but de contribuer aux discussions stratégiques et aux prêts de la Banque mondiale sur les

facteurs de résilience au sein des PA. Cette table ronde a été organisée par l'équipe d'EnABLE au Népal en collaboration avec le CIPRED (Centre pour la recherche et le développement sur les populations autochtones), une organisation autochtone de recherche basée au Népal et un partenaire d'EnABLE.

Table ronde multipartite pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la résilience des peuples autochtones aux chocs climatiques

La table ronde régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenue les 20 et 21 octobre 2023 à Panama City, au Panama. Cet événement est le fruit d'une collaboration entre la Banque mondiale et le Fonds pour le développement des peuples autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes (FILAC). La table ronde a rassemblé 28 dirigeants autochtones de 12 pays pour examiner les principaux moteurs et facteurs de résilience face au changement climatique et à d'autres chocs extérieurs.

Table ronde régionale pour l'Asie de l'Est et le Pacifique sur la « reconnaissance et la formalisation des droits fonciers dans les zones forestières ».

Sous l'impulsion de la Commission nationale des peuples autochtones des Philippines (NCIP) et de la Banque mondiale (y compris PROGREEN et EnABLE), le gouvernement des Philippines a organisé cet atelier, qui s'est tenu du 5 au 7 février 2024 à Coron, Palawan. L'événement a rassemblé une centaine de participants d'horizons divers, dont des fonctionnaires issus des institutions chargées des terres, des forêts et des peuples autochtones, des ONG de l'Indonésie, de la République démocratique populaire lao et des Philippines, des membres des services de la Banque mondiale des équipes chargées des terres et des questions sociales et environnementales, ainsi que des représentants de partenaires pour le développement et d'ONG internationales. L'atelier a permis de partager les connaissances nationales et internationales et de faciliter les discussions sur les plans d'action nationaux visant à garantir les droits fonciers des PA et des CL dans les zones forestières.



Anne Samante et Judy Kipkenda ont pris la parole, respectivement, lors de l'allocution d'ouverture et du discours de clôture de la table ronde multipartite africaine sur la résilience des peuples autochtones aux chocs climatiques.



Participants à la table ronde régionale sur la résilience des peuples autochtones en Asie du Sud



Participants à la table ronde multipartite pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la résilience des peuples autochtones aux chocs climatiques

Renforcement des connaissances et des capacités au niveau national

Les activités de renforcement des connaissances et des capacités au niveau national ont été mises en œuvre (et dans certains cas achevées) par les OSC locales dans 13 des 15 pays cibles initiaux d'EnABLE (voir tableau 1). Les allocations de financement cumulées pour les activités au niveau national s'élevaient à 3,27 millions de dollars à la fin de l'exercice 2024. Ces activités sont portées sur la création d'espaces de dialogue sur les questions liées au financement de l'action climatique, aux programmes de réduction des émissions et aux plans de partage des avantages, sur la bonne connaissance des obstacles existants à l'inclusion, sur l'identification des points d'entrée potentiels pour la participation des groupes d'intérêt et sur le soutien à la conception des propositions de programmes nationaux. Le secrétariat d'EnABLE a examiné les propositions pour s'assurer (1) de leur cohérence avec les lignes directrices et les principes d'EnABLE tels qu'ils sont décrits dans sa note de cadrage (en cours de finalisation pour intégrer les résultats du Dialogue mondial); (2) de leur conformité au cadre de résultats d'EnABLE; (3) de leur adhésion aux objectifs d'EnABLE pour l'inclusion sociale en utilisant la méthodologie fournie dans la note de cadrage; (4) de l'inclusion d'une forte composante d'équité de genre, qui est une exigence pour tous les programmes financés par EnABLE; et (5) de leur adéquation avec les allocations de financement.

Points saillants du renforcement des connaissances et des capacités nationales durant l'exercice 2024

Le renforcement des connaissances et des capacités au niveau national a été mis en œuvre et achevé au Costa Rica, au Ghana, en Indonésie et en République démocratique populaire lao au cours de l'exercice 2023; des activités sont en cours de mise en œuvre en République du Congo et les activités doivent encore être lancées au Chili et en République démocratique du Congo. Les points saillants des activités menées au cours de l'exercice 2024 dans les sept pays restants sont présentés dans les sections suivantes.

Côte d'Ivoire

Les activités de renforcement des connaissances et des capacités en Côte d'Ivoire ont démarré en décembre 2023 par un atelier de formation des formateurs pour les points focaux de la Fédération des réseaux et associations de l'énergie, de l'environnement et du développement durable (FEREADD). La formation a porté sur une meilleure compréhension de l'aspect

de genre et de l'inclusion sociale par les participants et sur la promotion de la sensibilisation, en ciblant particulièrement les femmes, pour les informer de la procédure d'enregistrement afin de recevoir des avantages financiers par l'intermédiaire des plans de partage des avantages.

Des événements supplémentaires ont ensuite été organisés dans les cinq régions concernées par les programmes de réduction des émissions du pays. Ces événements ont été dirigés par des représentants d'EnABLE et des membres de l'équipe chargés des programmes de réduction des émissions, spécialisés dans les sauvegardes et la communication. Les participants incluaient des autorités locales, des représentants des communautés, des OSC et des partenaires de mise en œuvre, qui ont tous amélioré leur compréhension du rôle critique de la dimension de genre et de l'inclusion sociale dans la mise en œuvre de leurs programmes de réduction des émissions et de leurs plans de partage des avantages (voir annexe B, tableau B1).

Sur la base du travail mené dans le cadre du projet d'amélioration et de mise en œuvre de la politique foncière en Côte d'Ivoire, un consultant a été engagé pour réaliser une étude sur les questions foncières et liées au genre. Les conclusions seront communiquées aux parties prenantes concernées afin d'être intégrées dans des actions positives en matière de genre liées au régime foncier, dans le cadre du programme de réduction des émissions et de la deuxième phase du programme d'investissement forestier de la Banque mondiale. Le consultant s'est entretenu avec des associations communautaires dans les régions concernées par le programme de réduction des émissions afin d'évaluer leur efficacité, en leur attribuant une note de 1 (en difficulté) à 3 (solide). Une évaluation plus détaillée a ensuite été menée auprès de 347 participants dans la région de la Nawa, avec une sensibilisation supplémentaire de 542 bénéficiaires directs et 1 626 bénéficiaires indirects.

Malgré les progrès réalisés, il ressort des entretiens et des réunions qu'un soutien supplémentaire est nécessaire pour promouvoir l'épargne afin de financer des projets de groupe, améliorer la gestion financière et la gouvernance des associations, garantir la propriété foncière par des accords contractuels et établir des institutions d'épargne villageoises en tant que mécanismes de financement durables.

République dominicaine

Après une préparation poussée au cours de l'exercice 2024, les activités de renforcement des connaissances et des capacités devraient commencer au début de l'exercice 2025. Les équipes de la Banque mondiale ont effectué une visite sur le terrain en

décembre 2023 dans le but d'établir des partenariats solides pour soutenir le processus de mise en œuvre. Les principales activités ont consisté en des réunions avec le bureau de coordination de la REDD+ et des consultations avec les OSC. L'objectif était de promouvoir la transparence et la participation du public et de veiller à ce que l'accent soit mis sur les questions pertinentes liées au climat.

Les activités de renforcement des connaissances et des capacités d'EnABLE en République dominicaine sont structurées autour de trois éléments clés :

1. *Inclusion sociale et égalité des genres. En partenariat avec des ONG, telles que l'Association San Ramón et l'Association pour le développement et la restauration durables des forêts (ASODEFOREST), ce volet porte sur l'autonomisation des femmes, des jeunes et des personnes handicapées afin de garantir que leur voix soit entendue dans les forums sur le changement climatique et de souligner leur rôle dans le développement communautaire et la gestion des ressources.*
2. *Promotion de l'égalité entre les genres. En collaboration avec des partenaires, tels que l'Institut dominicain du café (INDOCAFE) et le vice-ministère en charge des aires protégées et de la biodiversité, ce volet comprend la diffusion d'un plan d'action sur le genre visant à renforcer la participation des femmes aux activités de REDD+ et à les sensibiliser à leur rôle dans les processus de prise de décision.*
3. *Capacité de la société civile à suivre la transparence et la responsabilité. Ce volet vise à renforcer la capacité de la société civile à faire un suivi indépendant des flux de financement de l'action climatique et d'accroître ainsi la transparence et la responsabilité sociale.*

Fidji

Au cours de l'exercice 2024, un travail de fond important a été réalisé pour faire avancer les activités de renforcement des connaissances et des capacités d'EnABLE à Fidji. Les principales parties prenantes ont fait l'objet d'une cartographie pour déterminer les interventions, avec une analyse des forces et des faiblesses des OSC locales pour identifier des partenaires de mise en œuvre potentiels. L'analyse a inclus des entretiens approfondis avec les principales parties prenantes et une revue de l'action passée pour impliquer les iTaukei et d'autres communautés, ainsi que pour les sensibiliser aux programmes de réduction des émissions et aux plans de partage des avantages et leur permettre de mieux les comprendre. Des consultations ont également été organisées avec les principales parties prenantes

afin d'étudier les besoins et les stratégies de promotion de l'inclusion. Ce travail a abouti à la finalisation de la proposition du programme national pour Fidji, qui a été présentée et approuvée par le comité de pilotage d'EnABLE lors de sa réunion de juin.

En collaborant avec les communautés, l'équipe de travail pour Fidji a également identifié certaines bonnes pratiques, notamment en ce qui concerne l'engagement des jeunes dans des activités pilotes liées au programme de réduction des émissions.

Dans le village de Draubata, dans la province de Navosa, par exemple, les jeunes ont pris l'initiative de proposer et de développer des sessions de formation sur les activités de subsistance alternatives. Leur enthousiasme a suscité le soutien de groupes de femmes et la participation de leurs membres. Les groupes de jeunes représentent une ressource particulièrement précieuse dans les communautés rurales pour des raisons évidentes, mais surtout en raison de leur capacité à assimiler rapidement de nouvelles compétences et informations, puis à enseigner et à informer les autres; à utiliser les technologies et les médias modernes pour accéder à l'information et la diffuser dans leurs communautés; et à effectuer des tâches à forte intensité de main-d'œuvre, telles que celles associées à l'agriculture ou à la chasse.

Guatemala

Les progrès en matière de renforcement des connaissances et des capacités par EnABLE au Guatemala durant l'exercice 2024 ont concerné l'établissement de l'école forestière communautaire par le partenaire local Utz Che', en partenariat avec l'Institut de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement (IARNA) de l'Université Rafael Landívar. L'école a été établie pour combiner les connaissances écologiques traditionnelles des Mayas et les techniques modernes de sylviculture et d'agroforesterie et favoriser ainsi l'apprentissage au sein des communautés locales. L'école encourage la conservation de la biodiversité agricole locale, l'utilisation d'espèces traditionnelles et l'échange de bonnes pratiques au moyen de la formation et de l'apprentissage d'agriculteur à agriculteur. Utz Che' a élaboré un programme d'études visant à renforcer les capacités dans les domaines liés au changement climatique, au financement climatique et aux programmes de réduction des émissions, entre autres. Les étudiants ont également été formés à l'utilisation de drones, de caméras et d'autres outils techniques pour aider à surveiller la déforestation dans leurs territoires. Le programme scolaire est structuré autour de la gestion des ressources naturelles, de l'économie locale et de l'agriculture familiale autochtone ainsi que des droits, des politiques et des communications autochtones. En

ENCADRÉ 5. Une étude de cas sur l'autonomisation des femmes au Kanchanpur au Népal

Le groupe d'utilisatrices de la forêt communautaire Jayalaxmi à Kanchanpur, au Népal, dessert une communauté à faible revenu composée d'anciennes travailleuses asservies qui n'ont été libérées qu'en 2000 et dont la zone forestière est relativement petite (127 hectares). Le groupe des 269 ménages utilisateurs est entièrement composé de femmes, dont la plupart n'ont pas reçu d'éducation formelle. Les membres attribuent leur confiance et leur développement personnel à leur exposition en tant que membres exécutives du groupe. Au fil des ans, l'interaction avec les bureaux forestiers les a aidées à se débrouiller au sein des systèmes gouvernementaux et à remplir leur rôle de leaders communautaires. Avec les encouragements et le soutien technique du comité de coordination de la forêt communautaire, les femmes ont créé le Bijaysal Community Homestay. Basanti Rana, membre de la direction, qui a fondé la maison d'hébergement, a été saluée par sa communauté pour son engagement à préserver les arbres Bijaysal (*Pterocarpus marsupium Roxb*), ainsi que pour son leadership et sa vision de la maison d'hébergement, qui génère des revenus supplémentaires pour les familles locales. Lorsque l'équipe d'EnABLE a rencontré le groupe, il était évident que la jeune génération de femmes était inspirée par les efforts de Basanti.

Source : EnABLE/Banque mondiale.

mai 2024, la première cohorte de 46 leaders autochtones, dont 26 femmes, a terminé le cursus. Environ 60 % des participants étaient âgés de 18 à 30 ans.

Madagascar

Au cours de l'exercice 2024, l'équipe de travail pour Madagascar a défini une évaluation approfondie des chaînes de valeur potentielles à faibles émissions de carbone et favorables à la nature. Cette initiative vise à améliorer les moyens de subsistance, à augmenter les revenus et à protéger les forêts. L'équipe a également finalisé la sélection des consultants pour l'évaluation, qui appuiera la préparation du programme national d'EnABLE à Madagascar.

Népal

Au cours de l'exercice 2024, l'équipe d'EnABLE pour le Népal a enregistré des progrès considérables dans la préparation d'activités ciblées de renforcement des connaissances et des capacités. En septembre 2023, en collaboration avec le CIPRED, la Banque mondiale a organisé [une réunion de leaders d'opinion et d'experts autochtones de 14 pays de la région](#), dont l'Inde, le Népal et le Pakistan, afin de discuter des facteurs et catalyseurs de la résilience autochtone. Cet événement a permis de mettre en relation les communautés autochtones de la région, de partager leurs expériences en matière de renforcement de la résilience communautaire et de formuler des recommandations pour améliorer l'articulation et la compréhension de la résilience autochtone dans le contexte du changement climatique et d'autres

chocs externes. L'événement rentrait dans le cadre de l'initiative de la Banque mondiale « Améliorer le processus de reconstruction : renforcer la résilience des peuples autochtones face au changement climatique » et a été soutenu par EnABLE, le fonds fiduciaire parapluie de la Banque mondiale pour les droits de la personne, l'inclusion et l'autonomisation (HRIE). L'équipe de travail a dirigé l'organisation de l'événement et les principaux partenaires nationaux y ont participé. De nombreux enseignements tirés de cet événement ont été pris en compte dans la conception et la préparation du programme (encadré 5). Au cours de l'exercice 2024, EnABLE a produit une série de ressources audiovisuelles pour différents publics népalais avec l'intention d'élargir leurs connaissances sur l'importance des forêts pour les peuples autochtones et les communautés locales, le rôle des forêts dans la réduction des émissions de carbone, et le concept de financement de l'action climatique (en particulier en rapport avec le programme national de réduction des émissions et le plan de partage des avantages du pays). Des détails et des liens vers ces ressources sont fournis dans la section 5 « Communication, sensibilisation et collaboration » de ce rapport.

Viet Nam

Au cours de l'exercice 2024, l'équipe EnABLE au Viet Nam a fourni une assistance technique au moyen d'une série de réunions hebdomadaires avec le Fonds provincial de protection et de développement des forêts (le Fonds provincial) afin d'avancer dans le développement d'un outil numérique ciblant les communautés de minorités ethniques isolées et les jeunes. L'objectif est d'accroître l'accessibilité et la

transparence des ententes sur le partage des avantages. Une visite sur le terrain dans la province de Thua Thien Hue à la fin du mois de janvier 2024 a permis à l'équipe de travail de s'engager directement avec le Fonds provincial et les communautés de minorités ethniques. Les discussions ont porté sur EnABLE, les perspectives de la communauté sur le programme de réduction des émissions et l'accès à l'information. Après la visite, l'équipe a rédigé une présentation détaillée de ses interactions avec le conseil de gestion de la forêt communautaire. La collaboration avec le département des forêts et le Fonds forestier vietnamien (l'agence de mise en œuvre du programme de réduction des émissions) a été essentielle pour affiner les méthodes de mise en œuvre et finaliser les termes de référence des partenaires.

Un prototype de l'outil numérique a été développé, comprenant des formulaires et des modèles pour les différents processus du plan de partage des avantages. Cet outil facilite l'élaboration de propositions de projets de développement des moyens de subsistance, y compris l'enregistrement des procès-verbaux

des réunions, la gestion des budgets et la création de rapports financiers et de mise en œuvre.

Des composants numériques innovants utilisant l'IA ont été conçus pour faciliter l'accès à l'information et la participation, en particulier pour les personnes analphabètes et les groupes ethniques minoritaires qui ne maîtrisent pas le vietnamien. Les fonctionnalités comprennent la saisie vocale, le résumé automatique, la saisie par image des informations comptables et la traduction dans les langues des minorités ethniques.

En juin 2024, l'accord avec l'agence de mise en œuvre basée à Hue, l'Institut pour les moyens de subsistance communautaires (INCOLI), a été finalisé et l'équipe de travail, INCOLI, le département de l'agriculture et des forêts et le Fonds provincial de Hue se sont mis d'accord sur les modalités de mise en œuvre. INCOLI a commencé à collaborer avec 16 communautés dans 3 communes de la province de Thua Thien Hue et à les former, avec des activités d'engagement communautaire continues, préparant le terrain pour des progrès continus au cours de l'exercice 2025.



3. THÈME PRIORITAIRE 2 : IDENTIFIER ET RENFORCER LES POSSIBILITÉS DE PARTICIPATION

Le thème prioritaire 2 concerne l'identification et l'amélioration des opportunités pour les groupes d'intérêt d'EnABLE pour participer à la préparation et à la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages qui y sont liés (encadré 6). Cette action passe par un appui à la collaboration et aux partenariats entre les principales parties prenantes, grâce à un financement d'activités innovantes, conçues de manière appropriée, facilement reproductibles et extensibles, qui mettent à la disposition des groupes d'intérêt d'EnABLE un financement de l'action climatique basé sur les résultats. Voir le tableau 2 et le graphique 3 sur les allocations et les décaissements de financement cumulés d'EnABLE pour les programmes nationaux à la fin de l'exercice 2024.



ENCADRÉ 6. Activités soutenues par EnABLE sous le thème prioritaire 2

Sous le second thème prioritaire, à savoir l'identification et le renforcement des possibilités de participation, EnABLE soutient les activités suivantes :

1. Accorder des subventions aux organisations de la société civile et aux organisations communautaires concernées pour qu'elles entreprennent des initiatives locales extensibles, visant à sensibiliser les groupes d'intérêt cibles aux programmes de réduction des émissions et aux plans de partage des avantages, et à renforcer leur capacité à participer à ces programmes et donc à en tirer profit. Cela peut inclure la facilitation des consultations, l'appui et le suivi des mécanismes de rétroaction et de résolution des griefs, l'assistance à la gestion des terres et des ressources forestières, la promotion de la sécurité foncière, le suivi communautaire de la mise en œuvre des programmes et l'aide à des transitions justes (il est à noter que chaque programme détermine le quota de financement alloué aux activités ciblant les femmes et les jeunes, sur la base d'une évaluation sociale et d'une analyse des aspects liés au genre).
2. Fournir une assistance technique et de petites subventions destinées à amplifier les avantages non liés au carbone en améliorant l'environnement porteur, en diversifiant les compétences, en testant des activités de gestion durable des ressources, en adoptant et en développant des sources d'énergie propre et des moyens de subsistance alternatifs, et en renforçant la résilience climatique et les moyens de subsistance des communautés et des groupes concernés.

Source : EnABLE/Banque mondiale.

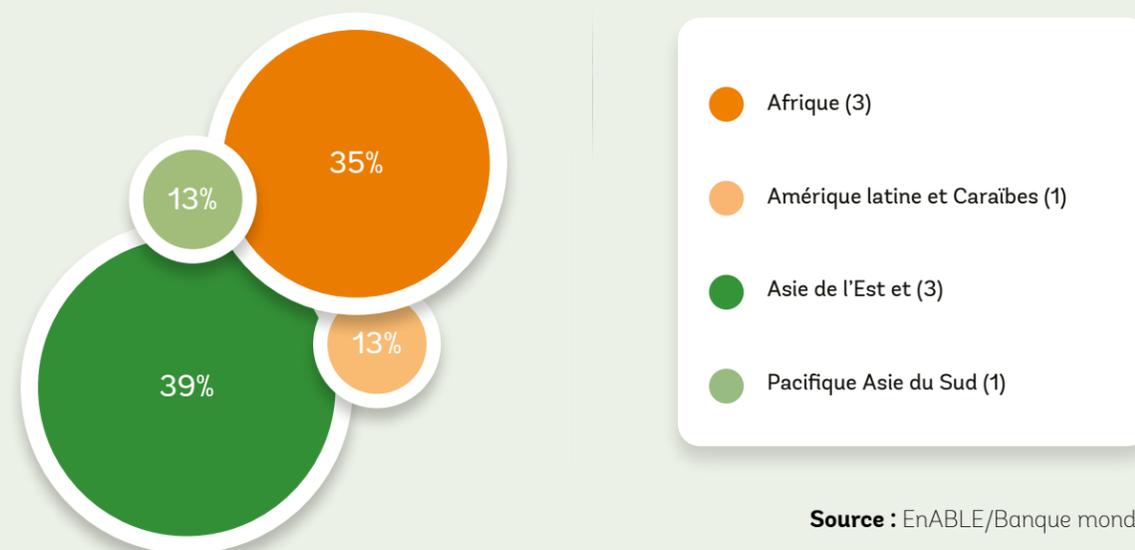
TABLEAU 2. Allocations cumulées de financement pour les programmes nationaux, par région et par pays, à la fin de l'exercice 2024

Région	Pays	Allocation (en millions de dollars)
Afrique (3)	Ghana	4
	Madagascar	4
	Mozambique	4
Sous-total		12
Amérique latine et Caraïbes (1)	Costa Rica	4
Sous-total		4
Asie de l'Est et Pacifique (3)	Fidji	4
	Indonésie	4
	République démocratique populaire lao	3
Sous-total		11
Asie du Sud (1)	Népal	4
Sous-total		4
Total monde		31

Source : EnABLE/Banque mondiale.

Note: Les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre de pays dans chaque région.

GRAPHIQUE 3. Part cumulée des allocations de financement pour les programmes nationaux, par région et par pays, à la fin de l'exercice 2024



Points saillants des programmes nationaux durant l'exercice 2024

Comme indiqué dans la section 1, huit propositions de programmes nationaux ont été préparées par les équipes de travail et approuvées par le comité de pilotage d'EnABLE. Parmi elles, trois accords de subvention ont été signés entre la Banque mondiale et les OSC chargées de la mise en œuvre. La mise en œuvre au Ghana, en Indonésie et au Mozambique a démarré en mai 2024. Les conventions de subvention pour les projets au Costa Rica, au Laos et au Népal devraient être signées au cours du premier trimestre de l'exercice 2025 et la mise en œuvre devrait commencer peu après. Les propositions de programmes nationaux pour Fidji et Madagascar ont été approuvées par le comité de pilotage d'EnABLE lors de sa sixième réunion en juin 2024. De plus amples informations sont fournies ci-dessous.

Accords de subvention signés

Ghana

Évalué à 4 millions de dollars et exécuté par les OSC Solidaridad West Africa (SWA) et Tropenbos Ghana, le programme national EnABLE au Ghana vise 20 000 agriculteurs, dont des femmes, des jeunes, des personnes âgées, des agriculteurs migrants, des personnes handicapées et des membres d'autres groupes vulnérables. Ces bénéficiaires potentiels du programme de réduction des émissions du pays sont issus de 100 communautés locales dans 6 zones d'intervention critiques (HIA). Ces groupes vulnérables sont isolés sur le plan géographique et n'ont pas accès aux infrastructures sociales et économiques de base, telles que les routes, l'électricité et l'eau, ni aux marchés, aux communications et aux services de vulgarisation. Ils sont également plus touchés par les risques liés au changement climatique, tels que les sécheresses, les fortes pluies et les changements des conditions météorologiques. Le programme d'EnABLE se concentre particulièrement sur les femmes et les jeunes de ces groupes.

[L'accord de subvention a été signé entre la Banque mondiale et SWA, l'agence principale de mise en œuvre, le 5 juin 2024.](#) La bonne disposition du gouvernement ghanéen à la collaboration avec les OSC a facilité l'élaboration du programme et a permis d'établir des liens et des synergies avec le programme national de réduction des émissions. Ce modèle de collaboration sert de guide, démontrant la coopération possible entre les gouvernements et la société civile pour améliorer l'accès des personnes défavorisées et vulnérables aux avantages potentiels des programmes de réduction des émissions, tout

en préparant un avenir plus vert et plus durable pour le Ghana. SWA et son partenaire Tropenbos Ghana ont aussi une grande expérience du travail avec le secteur privé et d'autres OSC, ainsi qu'une expérience des structures communautaires de gouvernance des ressources naturelles dans la zone couverte par le programme de réduction des émissions. Le gouvernement et les parties prenantes des zones d'intervention critiques ont choisi SWA et Tropenbos Ghana comme les OSC les plus aptes à mettre en œuvre les activités proposées en raison de leur expertise, de leur proximité avec la communauté et de leur réputation auprès de celle-ci. Ils ont aussi une expérience d'activités similaires, par exemple, avec le mécanisme de subvention spécial du Ghana auprès des communautés locales.

Indonésie

Le programme d'ENABLE en Indonésie, évalué à 4 millions de dollars, vise l'inclusion des groupes marginalisés, en particulier les communautés Adat et les femmes, dans les populations d'environ 95 villages des 3 districts de la juridiction du programme de réduction des émissions du Kalimantan oriental. Tous les villages cibles sont éligibles aux avantages liés au carbone, mais n'ont pas encore bénéficié d'actions complètes de mobilisation, de sensibilisation ou de consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (FPIC), qui sont nécessaires pour garantir l'accès aux avantages et leur attribution, en particulier aux groupes vulnérables au sein des communautés. Au cours de l'exercice 2024, les activités préparatoires ont été au centre de l'action, notamment la mise en place et la formation de l'équipe de gestion du projet de l'agence de mise en œuvre, KEMITRAAN, la finalisation des plans du programme et des procédures de mise en œuvre, ainsi que le recrutement de l'équipe technique. L'accord de subvention a été signé entre la Banque mondiale et KEMITRAAN au cours de l'exercice 2024, ce qui a permis de commencer la mise en œuvre au début de l'exercice 2025.

Mozambique

Le programme EnABLE au Mozambique vise à renforcer la capacité des femmes et des jeunes à participer au programme de réduction des émissions et au plan de partage des avantages, en plus des autres avantages du financement de l'action climatique axé sur les résultats dans cinq districts de la province de Zambezja. Il est mis en place en tenant compte des plus grands défis d'inclusion sociale, y compris l'analphabétisme, la sécurité alimentaire et la vulnérabilité au changement climatique. Trois de ces districts sont situés sur la côte (Pebane, Mocubela et Maganja da Costa) et deux à l'intérieur des terres (Alto Molocué et Mulevala). Le programme est évalué à 4 millions de dollars, et les interventions bénéficieront directement à environ 15 000



Discussions communautaires, collecte d'informations et activités de sensibilisation ciblant les circonscriptions d'EnABLE à Fidji (en haut), au Népal (en bas à gauche), au Ghana (en bas à droite) et en Côte d'Ivoire (en bas de la page).



personnes (40 % de femmes et 45 % de jeunes). Le programme aidera également des organisations dirigées par des femmes et les membres de la plateforme de développement intégré de Zambezja. Une préparation intense a eu lieu pendant l'exercice 2024. Les agences de mise en œuvre ont été sélectionnées, un consortium de deux ONG locales ayant une expérience avérée du développement communautaire et de la gestion durable des ressources naturelles : le CESC (Centre pour l'apprentissage et le développement des capacités de la société civile) et Livaningo.

Un accord de transfert entre le consortium et le FNDS (Fonds national pour le développement durable) a été finalisé. Un atelier a été organisé pour lancer la mise en œuvre, y compris des discussions sur les détails techniques, les méthodes de mise en œuvre, les budgets et les goulets d'étranglement. Le travail a ensuite porté sur l'harmonisation des activités au plan de partage des avantages du pays, afin de garantir les résultats escomptés en matière d'inclusion sociale pour les groupes vulnérables, ainsi que sur la finalisation du manuel de mise en œuvre. L'équipe du

CESEC et de Livaningo est en place et devrait commencer ses activités au début du mois d'octobre 2024.

Avancées dans le lancement de programmes nationaux d'EnABLE

Costa Rica

Le programme d'ENABLE au Costa Rica, dont l'allocation a été augmentée à 4 millions de dollars pour l'exercice 2024, vise à accroître les opportunités pour les populations autochtones de tirer parti du programme de réduction des émissions et du plan associé de partage des avantages, ainsi que d'autres activités de REDD+. Le nombre de bénéficiaires directs est estimé à 1 625 personnes. Les PA et les femmes du milieu rural jouent un rôle essentiel dans la gestion des forêts, la conservation et les activités de réduction des émissions au Costa Rica. Ils entretiennent un lien étroit avec les écosystèmes forestiers dont ils dépendent pour leurs moyens de subsistance, leurs pratiques culturelles et leur bien-être général. Les PA constitueront la majorité des bénéficiaires, ainsi qu'un groupe identifié au préalable de femmes du milieu rural dont les moyens de subsistance sont tributaires de la forêt. La proposition préliminaire a été approuvée par le comité de pilotage d'ENABLE le 1er juin 2023, après quoi des réunions régulières ont été lancées avec la Banque de développement environnemental (FUNBAM), l'organisme administrateur, les principales parties prenantes, telles que le Fonds national de financement de la foresterie (FONAFIFO), l'Alliance méso-américaine des peuples et des forêts (AMPB), le Réseau autochtone Bribri et Cabécar (RIBCA), et d'autres groupes autochtones. Les préparatifs ont également inclus un processus national de discussion participative au niveau communautaire dans les 24 territoires autochtones. L'objectif était d'expliquer le programme et de recueillir des commentaires sur sa conception, sa mise en œuvre et les dispositions institutionnelles. Au terme de l'exercice 2024, des consultations ont eu lieu dans trois des quatre régions principales, réunissant au total 362 participants représentant divers organismes, notamment des associations de développement global, des organes autochtones de consultation territoriale, des conseils d'éducation locaux, des associations de femmes, des commissions environnementales, des groupes du secteur du tourisme et d'autres organisations communautaires. Ces groupes couvrent dans leur ensemble gouvernance locale et intérêts éducatifs, culturels, environnementaux et entrepreneuriaux. Ce processus en cours est prévu aboutir à un forum national en octobre 2024, auquel participeront 20 délégués autochtones (cinq par région).

République démocratique populaire lao

Le programme d'ENABLE pour la RDP Lao est évalué à 3 millions de dollars. Il vise à engager les femmes et les filles non Lai-Tai dans les villages tributaires de la forêt situés dans la juridiction du programme de réduction des émissions du FCPF dans le Nord du pays, ainsi que les groupes ethniques minoritaires, tels que les populations Mon-Khmer, Hmong-Mien, et Sino-Tibétain, qui vivent dans les régions économiquement défavorisées et isolées des principales provinces concernées par le programme de réduction des émissions. Le programme a aussi pour objectif de soutenir d'autres membres vulnérables de la communauté dans la mesure du possible, notamment les jeunes (âgés de 15 à 35 ans) qui peuvent être intégrés dans des activités de subsistance alternatives en collaboration avec des groupes d'agriculteurs, des coopératives, des groupes d'entreprises féminines et des collectifs de gestion forestière. EnABLE aidera par ces approches à développer des plans au niveau villageois, y compris des stratégies d'utilisation des terres et des cadres de gestion villageoise de la foresterie, dans le cadre d'une approche globale d'engagement communautaire inclusif. Au total, EnABLE ciblera environ 85 villages dans le cadre plus large de ceux soutenus par le projet Gouvernance, paysages forestiers et moyens de subsistance (GFLL) du nord du Laos, qui est financé par le FCPF par l'intermédiaire du programme national de réduction des émissions. Pendant l'année fiscale 2024, les efforts se sont concentrés sur l'avancement des procédures gouvernementales et autres procédures administratives nécessaires pour que l'agence de mise en œuvre proposée, le Centre régional de formation en foresterie communautaire (RECOFTC), puisse assumer son rôle. Cela inclut la réponse aux commentaires sur un projet de document d'évaluation du projet. Des réunions ont été organisées avec le RECOFTC pour discuter du plan de travail, des cadres environnementaux et sociaux, de la passation des marchés et de la gestion financière, ainsi que du cadre de résultats. Des réunions ont également été tenues avec le ministère des Affaires étrangères afin de clarifier leurs exigences concernant le rôle du RECOFTC en tant que responsable de la mise en œuvre et avec le département des forêts afin d'ouvrir la voie à un protocole d'accord. Le RECOFTC a par ailleurs participé en tant qu'observateur aux sessions de formation sur les sauvegardes dans le cadre du projet GFLL dans deux provinces.

Népal

Le programme d'ENABLE au Népal, d'un montant de 4 millions de dollars, concerne l'inclusion des groupes marginalisés, y compris les populations autochtones, les Dalits, les musulmans Madheshi, les personnes handicapées, les femmes et les filles dans deux des régions les plus désavantagées du paysage de

l'arc du Terai. Le travail effectué durant l'exercice 24 a porté sur l'identification des principales parties prenantes et des bénéficiaires potentiels, la sélection de l'agence de mise en œuvre et la définition conceptuelle du programme. Une ONG régionale, le Réseau asiatique pour l'agriculture durable et les bioressources (ANSAB), dont le siège est à Katmandou, a été choisie comme agence de mise en œuvre. Cette décision a été prise après une consultation d'une année entière avec des organisations autochtones et locales, tant au niveau national qu'infranational. L'ANSAB collaborera avec six autres organisations pour développer des activités. Les districts identifiés abritent certains des groupes de PA et de Dalits les plus marginalisés de la région, qui sont tous confrontés à de grands facteurs de vulnérabilité environnementaux, comme le fait de vivre dans des zones inondables, d'avoir perdu leurs terres parce qu'elles ont été délimitées en tant que parcs nationaux, d'avoir subi des conflits avec la faune sauvage ou d'avoir été affectés par leur passé (leur situation d'anciens travailleurs asservis, par exemple). Lors de l'exercice 2024, l'équipe d'ENABLE pour le Népal a achevé la note conceptuelle du programme et au cours de l'exercice 2025, elle passera par la phase de préparation en vue de la mise en œuvre.

Avancées dans la préparation de programmes nationaux d'EnABLE

Fidji

Le programme d'ENABLE pour Fidji a été approuvé lors de la réunion du comité de pilotage de juin 2024. Le programme,

d'un montant de 4 millions de dollars, vise à soutenir l'inclusion des communautés et des groupes marginalisés, en particulier les femmes, dans le cadre du programme de réduction des émissions du pays. Outre les activités menées au niveau national et des districts, le programme ciblera 10 à 12 communautés iTaukei et non iTaukei de deux provinces, chacune devant être sélectionnée dans les zones concernées par le programme de réduction des émissions des deux îles principales de Fidji, Vanua Levu et Viti Levu. Les objectifs pour l'exercice 2025 consisteront à finaliser une note conceptuelle, à déterminer l'OSC chargée de la mise en œuvre et à procéder à la préparation du programme.

Madagascar

Le comité de pilotage d'ENABLE a également approuvé le programme national de Madagascar lors de sa dernière réunion. D'un coût total de 4 millions de dollars, le programme entend renforcer l'inclusion des communautés et des groupes marginalisés et isolés sur le plan géographique, incluant les femmes, les filles et les jeunes. Les bénéficiaires ciblés sont estimés à 4 500 personnes dans 150 communautés réparties sur 30 communes. À l'instar du programme national d'ENABLE à Fidji, l'avancement du travail à Madagascar pour l'exercice 2025 impliquera la sélection de l'OSC de mise en œuvre, la finalisation de la note conceptuelle, et le passage par les étapes nécessaires pour obtenir l'approbation de la Banque mondiale de la proposition de programme et de la subvention.



4. THÈME PRIORITAIRE 3 : INTÉGRER L'INCLUSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ DES GENRES

Analyses, méthodes et outils

Parfaire la note de cadrage d'EnABLE

Au cours de l'exercice 2024, le secrétariat d'EnABLE a activement développé et financé des méthodes d'analyse et d'évaluation des obstacles à l'inclusion sociale dans le cadre des programmes de réduction des émissions. De nombreuses heures et une attention particulière ont été consacrées à la révision de l'ébauche de la note de cadrage qui sert de base à la stratégie et au plan d'action pour l'inclusion sociale d'EnABLE (SISAP), en intégrant les idées et les résultats émergents du Dialogue mondial (voir section 2, thème prioritaire 1 : améliorer l'environnement porteur). Ce projet, qui sera achevé au début de l'exercice 2025 et réalisé en collaboration avec le CIFOR-ICRAF, offrira un appui méthodologique précieux aux équipes de travail d'ENABLE et à ses partenaires OSC dans la création, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du programme d'ENABLE. Il s'agit d'asseoir son efficacité à une inclusion renforcée des groupes d'intérêt cibles dans les programmes de réduction des émissions.

Les connaissances, les outils et l'expérience qui en résultent contribueront au programme futur d'EnABLE, ainsi que d'autres initiatives de financement de l'action climatique axé sur les résultats de la Banque mondiale et d'autres solutions basées sur la nature pour lutter contre le changement climatique. Il est important de souligner que ce travail intègre, aligne et fait progresser de nombreux objectifs de développement mutuellement bénéfiques. Ceux-ci incluent la gestion durable et la préservation des paysages forestiers et de leurs nombreuses ressources, la promotion de la résilience climatique au sein des communautés les plus vulnérables, le respect et le soutien de la culture, des traditions et des pratiques autochtones, et l'amélioration des moyens de subsistance, du bien-être et de la sécurité des communautés et des groupes historiquement marginalisés. Enfin, la note de cadrage et les outils et méthodologies associés contribueront à la réalisation de l'objectif à plus long terme de reproduire et d'étendre les interventions de manière efficace pour avoir un impact plus vaste.

Améliorer la conception et la mise en œuvre des accords de partage des avantages

EnABLE a poursuivi son analyse des accords de partage des avantages, une fois de plus en collaboration avec CIFOR-ICRAF. En résultat, une ressource pratique, sous la forme d'un guide pour un partage efficace des avantages, a été produite afin d'aider les autorités publiques, les parties prenantes locales et les équipes de travail de la Banque mondiale à concevoir et à mettre en œuvre des accords de partage des avantages efficaces dans le cadre des initiatives de financement de l'action climatique axé sur les résultats. Dans le cadre de cette initiative, deux études approfondies ont été menées au Costa Rica et au Viet Nam, et un module de formation à venir renforcera encore ces efforts en fournissant des conseils et des ressources supplémentaires.

Évaluation rapide des possibilités de sécurisation foncière dans le cadre de la REDD+

Lors de la Conférence sur les terres de la Banque mondiale de 2024, EnABLE a lancé son « évaluation rapide des opportunités de sécurisation foncière dans le cadre de la REDD+ ». Cette évaluation guide la préparation des programmes d'EnABLE dans des pays spécifiques, ainsi que la mise en œuvre des programmes de réduction des émissions afin d'amplifier les avantages non liés au carbone pour les PA.

Projets pilotes

Reconnaître et récompenser l'inclusion sociale

EnABLE et le FCPF financent conjointement un projet pilote visant à certifier les résultats sociaux dans le cadre des programmes de réduction des émissions afin de reconnaître et de récompenser la priorité donnée à l'inclusion sociale et la génération d'avantages sociaux et environnementaux supplémentaires, au-delà des exigences standard. Cette initiative traduit la reconnaissance croissante du fait que les programmes de réduction des émissions peuvent contribuer de manière significative au développement social, y compris



à l'autonomisation des femmes, à l'amélioration des moyens de subsistance et à une meilleure protection de la biodiversité. Les activités concernent deux pays (qui doivent encore être sélectionnés) ayant fait preuve d'un engagement fort en faveur de l'inclusion sociale dans la mise en œuvre de leur programme de réduction des émissions. Un groupe de travail de la Banque mondiale a mis en place avec les objectifs suivants :

1. Tester les projets d'indicateurs de certification sociale élaborés par un groupe de travail pluridisciplinaire
2. Établir un protocole de suivi pour les indicateurs de certification sociale
3. Réviser les projets d'indicateurs sur la base des résultats des projets pilotes

Études

Le cadre de résilience des populations autochtones

EnABLE a financé le lancement d'une nouvelle étude concernant « le cadre de résilience des populations autochtones », menée par l'Unité mondiale de SSI, qui rassemble des expériences, des faits établis et des récits de diverses cultures autochtones sur trois continents et dans 16 pays. L'objectif est de comprendre les principaux facteurs et éléments favorisant la remarquable résilience des peuples autochtones. Les facteurs identifiés sont (1)

la sécurité de l'accès, de l'utilisation et de l'occupation des terres, territoires et ressources naturelles; (2) les systèmes et institutions de gouvernance; et (3) les systèmes alimentaires, les moyens de subsistance et les économies autochtones. Les résultats de l'analyse ont servi à développer un cadre de résilience complet afin d'articuler les principes fondamentaux transversaux, les facteurs internes et les catalyseurs externes de la résilience des PA face aux chocs climatiques et autres chocs externes. Le cadre devrait contribuer aux mesures et programmes sectoriels qui pourraient directement ou indirectement renforcer ou affaiblir les facteurs et les éléments porteurs de la résilience des PA.

L'étude sert de guide pratique pour faire progresser l'engagement récemment adopté par la Banque mondiale de soutenir les populations résilientes, comme décrit dans le résultat 5 de la [fiche de performance du Groupe de la Banque mondiale](#) : [Une planète verte et bleue et des populations résilientes](#). Dans le même temps, la Banque mondiale a récemment renforcé son engagement en faveur des objectifs de développement durable en ajoutant « sur une planète vivable » à l'énoncé de sa mission, qui, historiquement, ne mentionnait que la pauvreté et les inégalités. Cette évolution correspond mieux à la vision du monde et aux valeurs des PA. Enfin, le cadre contribue à un bien public mondial unique pour une communauté de développement qui considère de plus en plus les peuples autochtones comme des partenaires essentiels pour conserver les écosystèmes mondiaux et relever les défis climatiques.

Études de cas sur les bonnes pratiques



en matière d'inclusion sociale dans le mécanisme de REDD+

Au cours de l'exercice 2024, EnABLE a continué à élaborer une série d'études de cas pour diffuser des informations, des leçons et des expériences sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné en matière de promotion de l'inclusion sociale dans le cadre de la REDD+ et d'autres initiatives de financement de l'action climatique axé sur les résultats. Le développement de la série d'études de cas était en cours à la fin de l'exercice 2024.

Modules d'autoapprentissage en ligne

En s'appuyant sur des formations et des cours antérieurs, le secrétariat d'EnABLE a lancé deux modules d'autoapprentissage en ligne conçus pour aider les organisations de la société civile et les organisations des peuples autochtones

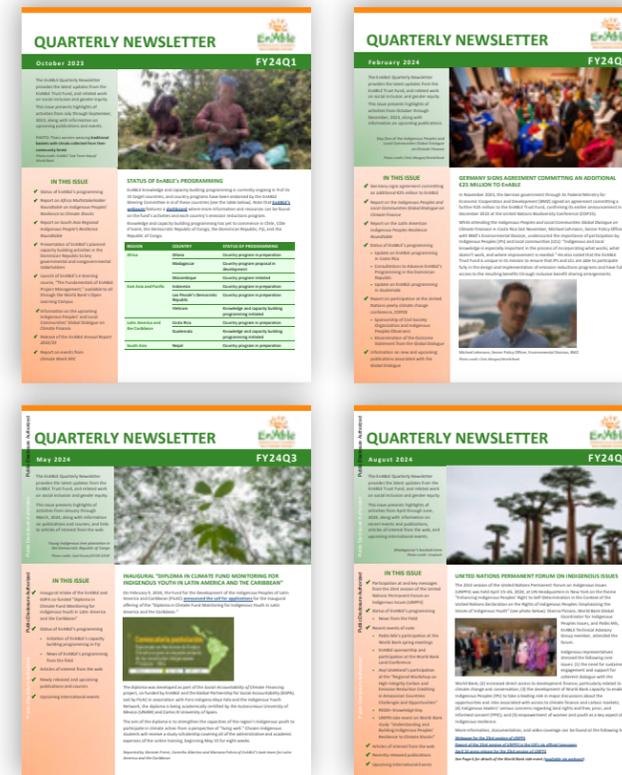
à apprendre les procédures, les politiques et les fondamentaux de la gestion des subventions du fonds fiduciaire EnABLE. Les cours, également disponibles en français et en espagnol, sont accessibles à tous sur le Campus d'apprentissage ouvert de la Banque mondiale. Le premier module, « [Suivi et évaluation](#) » ([en anglais](#), [en espagnol](#)), explique comment les processus de suivi et d'évaluation (S&E) sont développés et appliqués aux opérations d'EnABLE. Le deuxième module « [inclusion sociale dans la REDD+](#) » ([en anglais](#), [en espagnol](#)) présente en détail les principaux défis et opportunités que rencontrent les communautés désavantagées et marginalisées pour participer aux programmes de réduction des émissions liés à la REDD+, et explore les options pour améliorer l'inclusion sociale dans les programmes de REDD+. Deux autres cours sur la conception d'un partage des avantages efficace et sur la mesure, le rapport et la vérification (MRV) pilotés par les communautés sont en cours d'élaboration conjointement avec le FCPF et seront lancés au cours de l'exercice 2025.

5. COMMUNICATIONS, SENSIBILISATION ET COLLABORATION

Activités de communication

Bulletins d'EnABLE

Le secrétariat d'EnABLE a continué à produire des bulletins d'information trimestriels en anglais, français et espagnol au cours de l'exercice 2024 pour communiquer aux parties prenantes du fonds fiduciaire les derniers éléments sur les programmes et d'autres informations pertinentes.



Articles spéciaux

1. La Banque mondiale a publié le 18 décembre 2023 l'article de blog « [Indigenous Peoples and local communities hold the key to successful high-integrity carbon markets](#) » de Pablo Mis, Jennifer J. Sara et Asyl Undeland. L'article présente les résultats stratégiques du Dialogue mondial, ainsi que l'engagement de la Banque mondiale à veiller à ce que les droits et les priorités des PA et des CL soient reconnus, représentés et respectés dans les marchés du carbone.

Publications

2. En octobre 2023, EnABLE a publié son deuxième rapport annuel qui présente en détail les progrès du fonds dans ses trois thèmes prioritaires au cours de l'exercice 2023. Le rapport annuel a été publié [en anglais](#), [en français](#) et [en espagnol](#).
3. En décembre 2023, afin de faciliter la diffusion des résultats du Dialogue mondial permettant aux peuples autochtones et aux communautés locales de s'engager dans le financement climatique basé sur les résultats et d'en bénéficier, le secrétariat d'EnABLE a produit la [Déclaration finale](#), qui est également disponible [en anglais](#) et [en espagnol](#).
4. En mai 2024, EnABLE a publié le [rapport récapitulatif du Dialogue mondial](#), qui comprend la déclaration finale, et qui est également disponible [en anglais](#) et [en espagnol](#), ainsi que la [documentation supplémentaire](#) correspondante.



Activités de sensibilisation

Outils de connaissance

Comme indiqué précédemment, au cours du premier trimestre de l'exercice 2024, le secrétariat d'EnABLE a lancé deux modules d'autoapprentissage en ligne conçus pour aider les organisations de la société civile et les organisations des peuples autochtones à apprendre les procédures, les politiques et les fondamentaux de la gestion des subventions du fonds fiduciaire EnABLE. Les cours, également disponibles en français et en espagnol, sont accessibles à tous sur le Campus d'apprentissage ouvert de la Banque mondiale. Le premier module, « [suivi et évaluation](#) » ([en anglais](#), [en espagnol](#)), explique comment les processus de suivi et d'évaluation sont développés et appliqués aux opérations d'EnABLE. Le deuxième module « [inclusion sociale dans la REDD+](#) » ([en anglais](#), [en espagnol](#)) présente en détail les principaux défis et opportunités que rencontrent les communautés désavantagées et marginalisées pour participer aux programmes de réduction des émissions liés à la REDD+, et explore les options pour améliorer l'inclusion sociale dans les programmes de REDD+.

5. Comme indiqué précédemment dans ce rapport, EnABLE a produit une série de ressources audiovisuelles pour différents publics népalais avec l'intention d'élargir leurs connaissances sur l'importance des forêts pour les peuples autochtones et les communautés locales, le rôle des forêts dans la réduction des émissions de carbone, et le concept de financement de l'action climatique, en particulier en rapport avec le programme national de réduction des émissions et le plan de partage des avantages du pays. La première vidéo, intitulée [Community Voices in Sustainable Forest Management in Nepal](#), présente trois exemples de réussite dans la région du Terai, où les communautés ont pu améliorer leurs moyens de subsistance et bénéficier de services environnementaux grâce à la gestion durable des forêts. La deuxième vidéo, intitulée « [How the Forests Provide Livelihood and Environmental Services for the Indigenous Chepang Communities](#) », met en évidence le rôle des forêts depuis des générations dans l'approvisionnement des moyens de subsistance et des services environnementaux nécessaires aux communautés Chepang, l'un des 59 groupes autochtones reconnus au Népal.

Événements

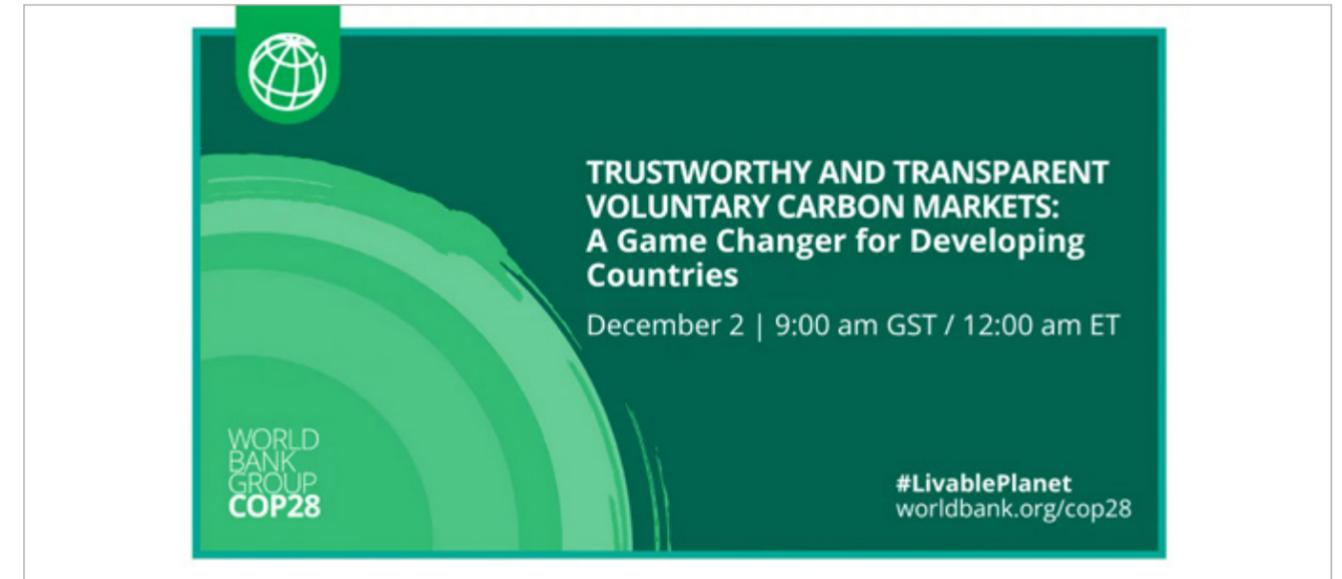
1. Lors de la Conférence sur les terres de la Banque mondiale de 2024, qui s'est tenue du 13 au 17 mai à Washington, EnABLE a organisé une table ronde intitulée « *Rights from the Start: Why Community*

Tenure Matters to Mitigation Outcomes », qui a porté sur les défis et les opportunités entourant la sécurité foncière pour faire avancer l'action climatique dans divers contextes, y compris les projets de REDD+, les droits forestiers collectifs, et l'égalité des genres.

Réunions

1. La Semaine du climat, le plus grand événement climatique annuel de ce type, avec plus de 500 événements et activités en personne et en ligne dans la ville de New York, s'est tenue du 18 au 20 septembre 2023. Asyl Undeland, responsable du fonds fiduciaire EnABLE, a assisté et participé à plusieurs événements :

- » Partenariat des leaders dans le domaine des forêts et du climat sur les droits, la participation et les avantages des peuples autochtones et des communautés locales dans le cadre du financement de l'action climatique liée à la forêt. Cette réunion a rassemblé des dirigeants d'organisations de peuples autochtones et de communautés locales, de gouvernements, d'organisations philanthropiques et internationales, et du secteur privé pour discuter des opportunités créées par les mécanismes émergents pour les approches juridictionnelles du financement lié aux forêts. Des panélistes du Costa Rica et du Ghana ont présenté les enseignements qu'ils ont tirés de leur collaboration avec les programmes de la Banque mondiale visant à renforcer la participation des PA et des CL au financement de l'action climatique axé sur les résultats.
- » La réunion annuelle « *The Path to Scale* ». Le réseau informel *The Path To Scale* se consacre aux priorités et aux stratégies visant à accroître le financement et d'autres facteurs favorables pour garantir les droits sur les terres et les ressources, soutenir la conservation et promouvoir des moyens de subsistance durables pour les peuples autochtones, les communautés locales et les populations afro-descendantes. L'objectif est d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de climat et de biodiversité d'ici 2030. Les participants ont évalué les changements intervenus dans l'écosystème du financement, examiné les résultats des travaux, partagé les principaux enseignements tirés et mis en synergie les messages pour la Semaine du climat et la COP28.
- » Discussion entre Emergent, Environmental Defense Fund et la coalition LEAF, puis réception. Des parties prenantes des secteurs public et privé, des nations



forestières, des groupes de PA et de CL et de la société civile se sont réunis lors de cet événement pour se pencher sur l'augmentation du financement de l'action climatique afin de mettre un terme à la déforestation en milieu tropical. Les échanges ont mis en évidence l'obstacle que représentent les accords et procédures techniques complexes et fastidieux, compte tenu des effectifs et des ressources limités des organisations. Une fois de plus, ce constat souligne la nécessité des types d'interventions que les programmes d'EnABLE soutiennent au sein des peuples autochtones et des communautés locales.

» Des communautés aux partenariats : stimuler les investissements pour étendre des solutions basées sur la nature en matière de climat. Cet événement, organisé par The Nature Conservancy, a réuni les parties prenantes des initiatives liées aux solutions fondées sur la nature pour l'atténuation du changement climatique.

2. En novembre 2023, le comité de pilotage d'EnABLE s'est réuni à l'issue du Dialogue mondial au Costa Rica pour mener des réflexions et examiner les résultats de l'événement, ainsi que les progrès réalisés dans la mise en œuvre du programme de renforcement des connaissances et des capacités d'EnABLE.
3. Lors de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) à Dubaï, aux Émirats arabes unis, du 30 novembre au 12 décembre 2023, les membres du groupe de pilotage du Dialogue mondial Anne Samante (MPIDO, Kenya) et Pablo Mis (membre de la communauté Maya Q'eqchi de Laguna, Belize) ont participé au panel de la Banque mondiale sur le thème

de la fiabilité et de [la transparence des marchés volontaires du carbone, dont la retransmission est disponible en ligne](#).

4. L'atelier régional pour l'Asie de l'Est et le Pacifique sur la reconnaissance et la formalisation des droits fonciers dans les zones forestières s'est tenu du 5 au 7 février 2024 à Coron, Palawan. Le gouvernement des Philippines a organisé cet événement avec l'aide du NCIP et de la Banque mondiale, y compris PROGREEN et EnABLE. L'événement a rassemblé une centaine de participants, dont des fonctionnaires issus des institutions chargées des terres, des forêts et des peuples autochtones, des ONG de l'Indonésie, des Philippines et de la République démocratique populaire lao, des membres des services de la Banque mondiale des équipes chargées des terres et des questions sociales et environnementales, ainsi que des représentants de partenaires pour le développement et d'ONG internationales.
5. Une réunion technique du comité de pilotage d'EnABLE s'est tenue virtuellement le 20 mars 2024, au cours de laquelle les responsables des équipes de travail au niveau national ont fourni des mises à jour sur l'état des programmes nationaux d'EnABLE.
6. La 23e session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII) s'est tenue du 15 au 26 avril 2024 au siège des Nations Unies à New York sur le thème « *Promouvoir le droit à l'autodétermination des peuples autochtones dans le contexte de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : faire entendre les voix des jeunes autochtones* ». Dianna Pizzaro, coordinatrice mondiale de la Banque mondiale pour les questions relatives aux peuples autochtones, et Pablo Mis ont participé au forum.

7. Le 16 avril, Pablo Mís a participé à des discussions avec des parties prenantes clés sur les marchés du carbone dans le cadre des réunions de printemps de la Banque mondiale, qui se sont tenues du 15 au 20 avril 2024 à Washington. Soulignant l'apport crucial des PA et des CL pour assurer que les marchés du carbone procurent des bénéfices tangibles en matière de développement social et économique, en plus de réduire les émissions, Pablo a plaidé en faveur d'un meilleur accès direct des communautés et d'un meilleur partage des avantages. Il a également demandé des garanties solides et un investissement accru dans les terres autochtones pour favoriser la conservation et la résilience face aux changements climatiques.

8. Asyl Undeland a participé à l'atelier régional de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement sur « les défis et les opportunités de l'octroi de crédits de carbone et de réduction d'émissions à haute intégrité dans les pays amazoniens », qui s'est tenu du 29 au 31 mai à Bogotá, en Colombie. Asyl a participé à la session sur la garantie de l'intégrité sociale et l'inclusion sociale dans les programmes de réduction des émissions (FPIC, partage des avantages, et engagement significatif des PA).

9. La sixième réunion du comité de pilotage d'EnABLE s'est tenue les 13 et 14 juin 2024 à Bonn, en Allemagne, au cours de laquelle les progrès et les réalisations accomplis au cours de l'exercice 2024 ont été discutés, le plan de travail et le budget pour l'exercice 2025

ont été présentés, et les propositions de programmes nationaux pour Fidji et Madagascar ont été approuvées.

Parrainages

1. EnABLE et le FCPF ont coparrainé la participation de plusieurs observateurs d'organisations de la société civile et de deux membres du Groupe de pilotage du Dialogue mondial à la COP28 afin de faire entendre leur voix lors de la conférence internationale sur le climat :

- » Sergio Guzman de l'Association des communautés forestières de Petén (ACOFOP), Guatemala
- » Dil Raj Khanal de la Fédération des utilisateurs de forêts communautaires du Népal (FECOFUN)
- » Joseph Ole Simel de l'Organisation de développement intégré des pasteurs Mainyoto (MPIDO), Kenya
- » Anne Samante de la MPIDO, Kenya, membre du groupe de pilotage du Dialogue mondial
- » Pablo Mis est un membre de la communauté Maya Q'eqchi de Laguna, au Belize, et il fait partie du comité de pilotage du Dialogue mondial.



De gauche à droite : Hannes Hotz (Agence de coopération internationale allemande pour le développement [GIZ]) Helen Magata (membre du groupe consultatif technique d'EnABLE), Asyl Undeland (responsable du fonds EnABLE), Michael Lehmann (ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement [BMZ]), Celina Pentamah (secrétariat d'EnABLE), Chie Ingvoldstad (secrétariat d'EnABLE), Ole Gramann (GIZ), et Sylvia Reinhardt (GIZ).



2. EnABLE a parrainé cinq experts autochtones pour participer à la Conférence sur les terres de la Banque mondiale 2024, qui s'est tenue du 13 au 17 mai à Washington.

Promotions

1. Pour faciliter la diffusion des résultats du Dialogue mondial des peuples autochtones et des communautés locales sur le financement de l'action climatique, EnABLE a produit un dépliant et une carte postale qui ont été distribués lors de la COP28. Ces supports comportaient un code QR permettant d'accéder facilement en ligne à la déclaration finale du Dialogue mondial.

Activités en collaboration

1. La « Table ronde multipartite africaine sur la résilience des peuples autochtones aux chocs climatiques » s'est tenue à Nairobi, au Kenya, du 31 août au 1er septembre 2023. Cet événement, organisé avec le soutien d'EnABLE, est le fruit d'une collaboration entre la Banque mondiale et MPIDO.

2. La « Table ronde régionale sur la résilience des peuples autochtones en Asie du Sud » s'est tenue les 28 et 29 septembre 2023 à Katmandou, au Népal, avec le soutien d'EnABLE et de PROGREEN.

3. La « Table ronde multipartite pour l'Amérique latine et les Caraïbes sur la résilience des peuples autochtones aux chocs climatiques » s'est tenue à Panama City, au Panama, les 20 et 21 octobre 2023. L'événement, soutenu par EnABLE, PROGREEN et le fonds fiduciaire parapluie HRIE, est le fruit d'une collaboration de la Banque mondiale et du FILAC.

4. Le Dialogue mondial « Permettre aux peuples autochtones et aux communautés locales de s'engager dans le financement climatique axé sur les résultats et d'en bénéficier » s'est tenu à San José, au Costa Rica, du 6 au 9 novembre 2023. L'événement a été organisé conjointement par EnABLE et le FCPF, en collaboration avec le BMZ. Le gouvernement du Costa Rica en était l'hôte.

5. En collaboration avec le programme ONU-REDD, la Banque mondiale (incluant ENABLE, FCPF et ISFL) a organisé, le 27 juin 2024, une [journée de connaissance sur la REDD+](#), qui s'est tenue à Oslo, en Norvège. L'événement a attiré plus de 140 participants représentant des gouvernements, des organisations de peuples autochtones, des OSC, des ONG, le milieu universitaire, des donateurs, la Banque mondiale et les Nations Unies. Asyl Undeland a présenté le concept de partage des avantages dans le cadre de REDD+, et Joseph Ole Simel, directeur général de MPIDO, a présenté les perspectives autochtones sur le partage des avantages, ainsi que les résultats du Dialogue mondial.

6. SUIVI ET ÉVALUATION

Contexte

Le cadre de résultats d'EnABLE est conforme aux structures de gestion et autres portefeuilles de la Banque mondiale, mais il est suffisamment flexible pour s'appliquer à divers contextes, pays, programmes, institutions et partenaires de mise en œuvre. Il a été décidé que les niveaux de référence et les objectifs seraient fixés sur une base continue pour chaque programme national. Ainsi, les objectifs globaux d'EnABLE reflètent simplement la somme des objectifs nationaux, régionaux et mondiaux. Le S&E d'EnABLE comprend un cadre de résultats consolidé pour son programme global, ainsi que des cadres individuels pour chacun de ses programmes nationaux. Le cadre inclut quatre indicateurs de base que toutes les équipes de travail pour chaque pays doivent suivre, ainsi que des indicateurs supplémentaires pertinents pour les activités spécifiques approuvées pour chaque pays. Cela permet de disposer d'une flexibilité suffisante pour déterminer les objectifs appropriés à chaque programme national, tout en garantissant l'harmonisation globale du portefeuille du fonds (encadré 7). Étant donné que les premiers versements financiers au titre du fonds n'ont commencé que lors de l'exercice 2022, cette année constitue la base de référence pour le suivi et l'évaluation.

Suivi, rapports et méthodologie

Au niveau mondial, le secrétariat d'EnABLE assure le suivi des allocations de financement afin de garantir le respect des délais et la conformité avec les activités approuvées. À l'aide du cadre de résultats, le secrétariat effectue aussi le suivi de la soumission des rapports d'avancement et de statut de chaque subvention pour vérifier que les résultats sont atteints comme convenu. En ce qui concerne le programme, chaque chef d'équipe prépare deux fois par an un rapport d'activité à soumettre au secrétariat. Les informations contenues dans ces rapports sont ensuite consolidées et intégrées dans les bulletins trimestriels et les rapports annuels d'EnABLE. Un compte-rendu régulier sur les progrès et les résultats est également transmis aux donateurs, par l'intermédiaire du secrétariat, lors des réunions du comité de pilotage et des réunions techniques, ainsi qu'au moyen du rapport annuel. Le secrétariat d'EnABLE planifie aussi des réunions mensuelles afin que les équipes puissent partager leurs mises à jour, échanger leurs expériences et présenter les résultats de différents pays, régions et mondiaux. Enfin, les équipes d'EnABLE publient des témoignages dans le bulletin d'information trimestriel d'EnABLE, qui est produit par le secrétariat.

ENCADRÉ 7. EnABLE exerce une influence positive sur les critères d'inclusion dans le plan de partage des avantages du Mozambique.

Au cours de l'exercice 2024, EnABLE a aidé le gouvernement du Mozambique à développer des critères d'inclusion pour son plan de partage des avantages. L'engagement d'EnABLE a conduit à une révision des critères d'inclusion des femmes et des jeunes, non seulement dans les cinq districts couverts par EnABLE, mais dans tous les districts couverts par le plan de partage des avantages du pays, un résultat important. Selon les objectifs révisés, les femmes doivent désormais représenter 40 % des bénéficiaires et les jeunes 45 %. Les activités du programme d'EnABLE soutiendront les organisations communautaires pour atteindre ces objectifs, avec environ 3 650 bénéficiaires directs, y compris les membres des organisations communautaires existantes et des organisations communautaires nouvellement formées. Il s'agit de favoriser l'engagement des groupes d'intérêt dans des moyens de subsistance durables, afin de parvenir à des réductions d'émissions. Parmi les autres bénéficiaires directs figurent les membres de la plateforme multipartite de Zambezia, qui est devenue inactive il y a deux ans lorsque le financement d'un autre programme a cessé. Avec l'appui d'EnABLE, la plateforme sera relancée pour jouer un rôle actif dans la promotion de l'inclusion sociale dans le cadre du programme de réduction des émissions.

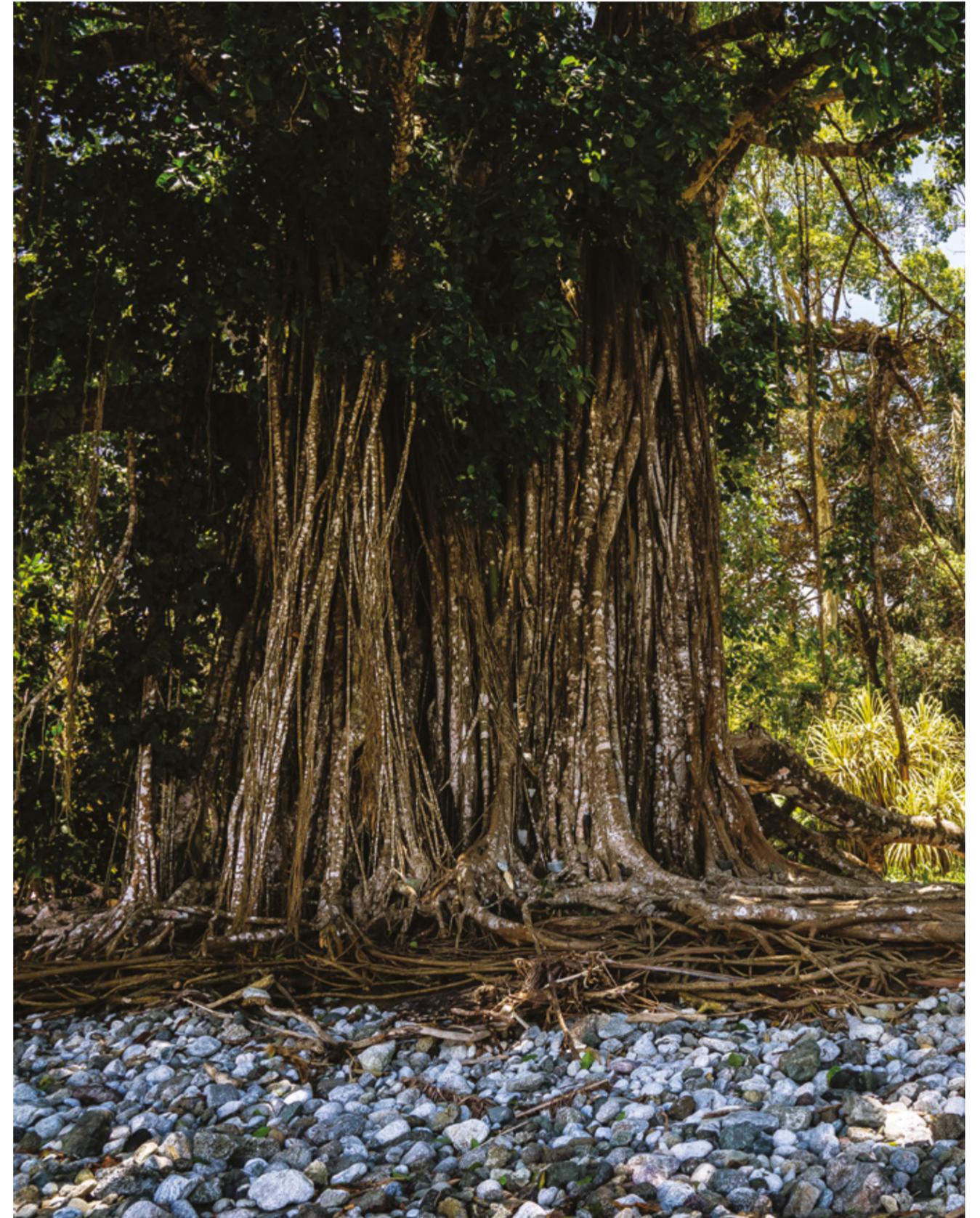
Source : EnABLE/Banque mondiale.

EnABLE et CIFOR-ICRAF ont développé en collaboration la note de cadrage mentionnée ci-dessus, qui sous-tend la SISAP du fonds, et la méthodologie associée de ciblage de l'inclusion sociale.

Cette méthodologie, étroitement liée au cadre de résultats d'EnABLE, oriente les praticiens sur (1) l'identification et l'analyse des contraintes à l'inclusion sociale dans les opérations de REDD+, (2) la conception de stratégies et d'actions pour répondre aux contraintes auxquelles sont confrontés les groupes marginalisés et défavorisés dans l'accès aux opportunités de partage des avantages, et (3) la sélection d'indicateurs et d'approches pour suivre les progrès réalisés dans les efforts d'amélioration de l'inclusion sociale et du partage des avantages. La méthode de ciblage est un instrument très utile pour faciliter le suivi et l'établissement de rapports sur les programmes nationaux.

Évaluation

Les programmes financés par EnABLE sont soumis au processus d'évaluation standard de la Banque mondiale assurée par le Groupe d'évaluation indépendant (IEG), conformément aux politiques et procédures pertinentes. Au cours de l'exercice 2025, le secrétariat d'EnABLE lancera un système complet de suivi, d'évaluation et d'apprentissage. La note de cadrage de la SISAP fournit également une base pour l'établissement d'un système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage robuste et basé sur le cadre de résultats d'EnABLE. Ces systèmes soutiendront les OSC chargées de la mise en œuvre et renforceront leurs capacités à entreprendre des évaluations complètes de leurs activités et à organiser des événements d'apprentissage axés sur le partage d'expériences, d'enseignements et de réflexions.



7. DÉFIS ET OPPORTUNITÉS

Le secrétariat d'EnABLE et les équipes de travail ont continué à faire face à des défis dans la réalisation des objectifs d'EnABLE au cours de l'exercice 2024, dont beaucoup étaient similaires à ceux rencontrés au cours de l'exercice 2023. Bien que ces défis n'étaient pas inattendus, ils ont néanmoins affecté l'efficacité globale des opérations d'EnABLE. Cependant, les défis inspirent aussi des opportunités. Deux de ces défis, à savoir le manque de capacité de la société civile et les préoccupations des gouvernements concernant l'approbation des organisations de la société civile, ont été surmontés grâce à l'élaboration de stratégies innovantes, comme décrits ci-dessous.

Retards dans les opérations des programmes de réduction des émissions et du plan de partage des avantages

L'harmonisation des programmes d'EnABLE avec ceux de réduction des émissions des pays fait en sorte que les retards dans leurs procédures entravent, voire empêchent, les progrès d'EnABLE. De nombreux pays sont confrontés aux exigences techniques et bureaucratiques de la recherche, de la conception et de la mise en œuvre de programmes bien ciblés.

Les retards dans le lancement des programmes de réduction des émissions et des plans de partage des avantages en République démocratique du Congo et en République du Congo,

par exemple, ont eu pour effet de retarder le début des activités de renforcement des connaissances et des capacités d'EnABLE dans ces pays. Au Chili, le lancement des activités d'EnABLE a été retardé par une correction technique convenue de la comptabilité carbone du pays en raison d'une sécheresse sévère et prolongée.

Manque de capacité de la société civile locale à gérer les investissements à grande échelle

Un obstacle important dans de nombreux pays cibles est la capacité limitée des OSC locales à gérer des activités de la complexité et de l'ampleur des programmes d'EnABLE. L'identification de partenaires locaux qualifiés a été difficile. Les équipes de travail ont toutefois adopté des stratégies novatrices pour surmonter cette difficulté. Dans certains cas, une OSC plus importante et plus expérimentée joue le rôle de partenaire de mise en œuvre principal, capable de confier des responsabilités et des financements à des entités autochtones plus petites, comme cela s'est produit au Costa Rica et en Indonésie. Dans d'autres pays, comme le Ghana et le Mozambique, les équipes de travail ont étudié les possibilités de former des consortiums d'OSC locales afin de mettre en commun les ressources et de gérer les activités collectivement. Ces stratégies ont pour but d'avoir un impact positif sur les capacités locales tout en garantissant que le programme d'EnABLE est mis en œuvre de manière efficace.



Préoccupation des gouvernements quant à l'approbation des organisations de la société civile

Un problème récurrent dans certains pays est l'hésitation du gouvernement à soutenir les OSC comme maîtres d'œuvre de programmes d'EnABLE. Il est compréhensible que les gouvernements soient souvent inquiets d'accorder aux acteurs non gouvernementaux l'autonomie sur les projets, en particulier lorsqu'ils impliquent des ressources importantes ou une grande visibilité. Le secrétariat d'EnABLE et les équipes de travail se sont engagés dans un dialogue approfondi avec les représentants des gouvernements afin d'apaiser leurs inquiétudes. L'approche a consisté à familiariser les principales parties prenantes avec les principes et les priorités du fonds, en soulignant le potentiel de collaboration et en insistant sur l'importance de l'implication des OSC. Cette question a également été prise en compte dans l'élaboration d'accords créatifs avec les OSC, comme expliqué dans la section précédente. Les progrès ont été mitigés et, comme pour de nombreux défis d'EnABLE, il faut de la patience, de la diplomatie et un calendrier de mise en œuvre prolongé.

Des contextes imprévisibles

L'évolution des circonstances et des priorités est un facteur omniprésent, mais obstructif, dans la mise en œuvre des initiatives de développement. Par exemple, en juin 2023, le Guatemala a organisé des élections générales qui ont été marquées par une grande incertitude.



Les autorités autochtones ont été impliquées dans la transition, mobilisant des actions à grande échelle, ce qui, à juste titre, a détourné leur attention de leurs activités et priorités habituelles. Il était donc nécessaire d'adapter les engagements et les activités méthodologiques à cette modification de la situation.

Des conditions météorologiques défavorables

Étant donné que le travail d'EnABLE porte principalement sur des milieux naturels isolés, les conditions météorologiques extrêmes posent des défis à l'exécution des programmes prévus, mais mettent en exergue le besoin urgent de résilience climatique des communautés. Au cours du dernier trimestre de l'exercice 2024, les territoires autochtones du Guatemala ont dû faire face à de graves conditions météorologiques qui ont considérablement prolongé la saison sèche et retardé le calendrier habituel des activités agricoles et forestières du pays. Les incendies de forêt ont posé aux communautés d'énormes problèmes, exacerbés par la capacité limitée de l'aide gouvernementale. Les communautés Mayas, y compris les gardes forestiers communautaires, ont consacré une grande partie de leur temps à l'extinction des incendies. De même, le Chili a connu une grave sécheresse qui a réduit la productivité de la forêt naturelle. Comme mentionné ci-dessus, cela a nécessité une correction technique de la comptabilité carbone du pays, ce qui a retardé l'avancement du programme d'EnABLE.



Annexe A. Contributions et dépenses

TABLEAU A1. Contributions totales à EnABLE

Donateur	Total des contributions engagées	Contributions cumulées reçues à la fin de l'exercice 2024	Montant résiduel
En millions de dollars			
Allemagne	54,98	38,92	16,06
Total	54,98	38,92	16,06

Source : Banque mondiale 2024.

Note : Le total des contributions engagées et le montant résiduel sont soumis aux fluctuations des taux de change.

TABLEAU A2. Dépenses cumulées d'EnABLE

Dépenses	Total cumulé à la fin de l'exercice 2024
En millions de dollars	
Programmes de renforcement des connaissances et des capacités au niveau mondial	0,90
Programmes de renforcement des connaissances et des capacités au niveau national	2,12
Supervision des programmes nationaux	0,16
Administration du secrétariat, communications et méthodologie	1,36
Frais du fonds fiduciaire	0,40
Total	4,95

Source : Banque mondiale 2024.

Note : Le total cumulé indique les dépenses pour la durée de vie du fonds jusqu'au 30 juin 2024.

Annexe B.

Consultations et organisations participantes

TABLEAU B1. Récapitulatif des consultations/formations menées pendant l'exercice 2024

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
Costa Rica	Consultations avec des agences administratives potentielles	<ul style="list-style-type: none"> • Banque de développement pour l'environnement (FUNBAM) • Partenaires de mise en œuvre potentiels issus d'organisations de peuples autochtones et d'OSC
	Réunions pour discuter des possibilités de coordination et de synergie	<ul style="list-style-type: none"> • Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) • Estado de la Nación
	Réunions sur la mise en conformité des activités aux politiques gouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> • Ministère de l'Environnement et de l'Énergie (MINAE) • Fonds national de financement de la foresterie (FONAFIFO) • secrétariat de la REDD+ • Institut du Costa Rica pour le développement rural (INDER)
	Un processus national de participation et de discussion	<ul style="list-style-type: none"> • OSC locales et organisations autochtones dans les territoires suivants : <ul style="list-style-type: none"> » Les territoires de Maleku, Matambú, Zapatón et Quitirrisí de la région Centre-Nord, soit un total de 75 participants » Les territoires de la région de Ngobe de Comte Burica, Osa, Altos San Antonio, Abrojo Montezuma et Coto Brus, totalisant 116 participants » Les territoires de Salitre, Cabagra, Ujarrás, Rey Curré, Boruca, Térraba, et China Kichá, de la région de Buenos Aires-Perez Zeledon, soit 171 participants.
Côte d'Ivoire	Atelier complet de formation des formateurs pour approfondir la compréhension des questions liées au genre et de l'inclusion sociale et pour promouvoir la sensibilisation, en particulier pour informer les femmes de la procédure d'enregistrement pour recevoir des avantages financiers	<ul style="list-style-type: none"> • Des représentants de la Fédération des réseaux et associations de l'énergie, de l'environnement et du développement durable (FEREADD) dans les cinq régions concernées par le programme de réduction des émissions

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
	Ateliers de formation des formateurs visant à mieux faire comprendre aux participants le rôle essentiel de l'inclusion sociale et de l'égalité des genres dans le cadre du programme de réduction des émissions et dans la mise en œuvre du plan de partage des avantages	<ul style="list-style-type: none"> Des représentants des autorités locales, des organisations communautaires, des OSC, des services administratifs locaux et des agences d'exécution, y compris des participants des capitales administratives de chaque région concernée par le programme de réduction des émissions (Guiglo, Duékoué, Sassandra, Soubré et San Pedro), soit 120 personnes au total au niveau national
	Un événement d'une journée pour la Journée internationale de la femme, comprenant des groupes de discussion, des formations et des sessions sur le contenu des programmes de réduction des émissions et de partage des avantages, centrés sur le leadership des femmes, les défis auxquels les femmes sont confrontées et les leçons tirées de l'expérience des femmes qui ont réussi dans le secteur de l'agroforesterie	<ul style="list-style-type: none"> Femmes leaders du secteur agroforestier
	Un événement de trois jours à Soubré, dans la région de NAWA, pour diffuser des informations sur le plan de partage des avantages, le processus d'enregistrement et les programmes de gestion forestière plus larges, et pour organiser des groupes de discussion sur des questions clés	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaires de l'administration locale, partenaires de mise en œuvre du projet, OSC, associations de femmes, représentant des personnes handicapées et représentants des communautés des cinq régions (environ 120 parties prenantes au total)
	Une visite de deux jours sur le terrain	<ul style="list-style-type: none"> Femmes travaillant dans l'agroforesterie et les pépinières OSC travaillant dans le domaine de l'agroforesterie
République dominicaine	Réunions sur la mise en conformité des activités par rapport aux politiques gouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> Ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
	Réunions pour discuter des possibilités de coordination et de synergie	<ul style="list-style-type: none"> Association pour le développement et la restauration durables des forêts (ASODEFOREST) Association San Ramón Fondation pour la solidarité Fondation pour la participation des citoyens Observatoire du changement climatique et de la résilience, Institut technologique de Santa Domingo (INTEC) Fondation Sur Futuro Consortium environnemental dominicain Faculté latino-américaine des sciences sociales (FLACSO)
Fidji	Consultations avec les parties prenantes sur la conception des programmes nationaux d'EnABLE pour les îles Fidji et les maîtres d'œuvre potentiels	<ul style="list-style-type: none"> Agences gouvernementales (22 femmes et 26 hommes) <ul style="list-style-type: none"> » Ministère des Affaires iTaukei, de la Culture, du Patrimoine et des Arts (MTACHA) » Ministère des Pêches et de la Sylviculture » Ministère de l'Environnement et du Changement climatique » Ministère du Développement rural et des Affaires maritimes » Ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Protection sociale Organisations non gouvernementales et de développement (13 femmes et 8 hommes) <ul style="list-style-type: none"> » Nature Fidji-Maregetiviti » Conseil des services sociaux de Fidji (FCOSS) » Live and Learn Environmental Education (LLEE) » Conservation International » Soqosoqo Vakamarama iTaukei Consultations supplémentaires avec des membres de la communauté (8 femmes et 9 hommes)
	Réunions pour discuter des possibilités de coordination et de synergie	<ul style="list-style-type: none"> Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), bureau de Fidji Département australien des Affaires étrangères et du Commerce (DFAT), bureau de Fidji
	Réunions sur la mise en conformité des activités aux politiques gouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> Ministère des Affaires iTaukei, de la Culture, du Patrimoine et des Arts (MTACHA) Ministère des Pêches et de la Sylviculture (MFF) Ministère de l'Environnement et du Changement climatique Ministère du Développement rural et des Affaires maritimes Ministère de la Femme, de l'Enfance et de la Protection sociale Ministère des Terres Conseil de gestion des terres iTaukei (TLTB)

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
	Consultations avec les communautés locales, les femmes, les jeunes et les personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> Discussions avec des groupes d'hommes et de femmes dans le village de Draubuta de la province de Navosa, pour mieux cerner leur expérience en matière de participation aux processus des programmes de réduction des émissions d'évaluer les besoins en matière de renforcement des capacités (un examen plus approfondi des rapports existants et des entretiens avec les principales parties prenantes a également été mené pour mieux comprendre les principaux obstacles à la participation aux programmes de réduction des émissions, en particulier pour les communautés non ITaukei, les femmes, les jeunes et les personnes âgées).
Ghana	Consultations avec les parties prenantes dans le processus de préparation des programmes nationaux d'EnABLE	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat national de la REDD+ Entités du secteur privé OSC et ONG Zone d'intervention critique de Juabeso-Bia Zone d'intervention critique de Sefwi-Wiawso/Bibiani Zone d'intervention critique de Kakum Landscape Governance Management Board
Guatemala	Renforcement des capacités des communautés Mayas locales	<ul style="list-style-type: none"> Ut̕ Che' (association forestière communautaire du Guatemala), un réseau d'organisations communautaires représentant plus de 200 000 personnes, dont 90 % sont autochtones. Institut de l'agriculture, des ressources naturelles et de l'environnement (IARNA), Université Rafael Landivar Représentants des départements de Huehuetenango, Quiché et Totonicapán
	Renforcement des capacités pour l'inclusion sociale et le suivi des flux de financement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Comités locaux des organisations d'audit social, et organisations locales des trois départements d'intervention <ul style="list-style-type: none"> » Asociación Parcialidad Indígena Chuamažán » Asociación Parcialidad Quiacquix » Asociación Parcialidad Baquix » Asociación Parcialidad Chaclán » Asociación Parcialidad Vásquez » Asociación Parcialidad Caxaj » Asociación Parcialidad Ajpacaja » Asociación Parcialidad de Vicentes » Asociación de Campesinos Forestales » Asociación de Mujeres Eulalenses para el Desarrollo Pixan Konob' » Asociación Agropecuaria y Artesanal para el Desarrollo La Guadalupana » Asociación Tikonel » Asociación para el Desarrollo San Ildefonso Ixtahuacán » Asociación de Organizaciones de Los Cuchumatanes » Empresa Campesina Asociativa La Bendición » Asociación de Desarrollo Integral de la Gloria » Cooperativa San José El Asintal » Asociación de Comunidad Campesina de Copropietarios y Herederos de la Finca

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
	Consultations avec les PA participant à la politique environnementale et de changement climatique	<ul style="list-style-type: none"> Alliance méso-américaine des peuples et des forêts (AMBP) Fonds national de financement de la foresterie du Costa Rica (FONAFIFO) Réseau autochtone Bribri et Cabécar (RIBCA) Association pour le développement intégral du territoire autochtone de Cabécar (ADITICA) Kabata Konana Cabécar (association de femmes) Institut national des forêts (INAB)
Indonésie	Formation sur la réglementation des marchés publics et le suivi systématique des échanges	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de l'agence d'exécution (KEMITRAAN)
	Atelier sur les sauvegardes pour EnABLE	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de KEMITRAAN
	Atelier sur le plan de participation des parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de KEMITRAAN
	Réunion avec le gouvernement provincial du Kalimantan oriental sur la préparation du document de programme	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaires du Bureau économique du Kalimantan oriental Unité de gestion de projet de la province Coordinateur du FCPF pour le Kalimantan oriental
	Réunion avec le gouvernement provincial du Kalimantan oriental sur un district supplémentaire pour EnABLE	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaires du Bureau économique de la province du Kalimantan oriental
	Atelier sur le manuel de procédures du programme national d'EnABLE	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de KEMITRAAN
	Formation supplémentaire sur la passation de marchés et le suivi systématique des échanges dans le cadre de la passation de marchés	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de KEMITRAAN
	Mini atelier sur les mécanismes de retour d'information et de recours en cas de griefs	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de KEMITRAAN
	Mini atelier sur l'audit social	<ul style="list-style-type: none"> Équipes de KEMITRAAN

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
RDP lao	<p>Consultation pour discuter d'un protocole d'accord au niveau national</p> <p>Consultation pour discuter des protocoles d'accord avec la province de Luang Prabang, la province d'Oudomxay et la province de Xayaboury</p>	<ul style="list-style-type: none"> Fonctionnaires au niveau international, national, provincial et du district Départements de l'agriculture, des forêts, de la gestion des ressources nationales et de l'environnement Représentants de la REDD+ Commission nationale pour la promotion de la femme Représentants de l'Union des femmes du Laos Représentants du front lao pour le développement Centre régional de formation en foresterie communautaire (RECOFTC) Gestion forestière au niveau villageois
Mozambique	<p>Atelier pour discuter des détails techniques, des dispositions de mise en œuvre, des budgets et des goulets d'étranglement en relation avec le programme national d'EnABLE au Mozambique</p>	<ul style="list-style-type: none"> Agences de mise en œuvre, le Centre pour l'apprentissage et le développement des capacités de la société civile (CESC) et Livaningo Fonds national pour le développement durable (FNDS)
Népal	<p>Consultations sur la préparation et la mise en œuvre du programme d'EnABLE</p> <p>Consultations pour évaluer les lacunes institutionnelles et déterminer les critères de vulnérabilité pour les interventions d'EnABLE</p>	<ul style="list-style-type: none"> Ministère des Forêts et de l'Environnement, centre de mise en œuvre de la REDD Fondation nationale pour le développement des nationalités autochtones (NFDIN) Bureaux forestiers de division (Kailali, Kanchanpur, Chitwan et Nawalpur) Fédération des utilisateurs de la foresterie communautaire au Népal (FECOFUN) Fédération népalaise des nationalités autochtones (NEFIN) Fédération nationale des femmes autochtones (NIWF) Réseau Rastriya Dalit (RDN) Alliance Dalit pour les ressources naturelles (DANAR) Tharu Welfare Society Association des utilisateurs de forêts en collaboration (ACOFUN) Environ 175 membres de groupes d'utilisateurs de la forêt (communauté, zone tampon, etc.) et de sections locales d'organisations représentatives (NEFIN, FECOFUN et RDN).

Pays	Activité	Organisations/groupes participants
Viet Nam	<p>Réunions hebdomadaires d'assistance technique pour avancer dans le développement d'un outil numérique destiné à cibler les communautés et les jeunes des minorités ethniques</p> <p>Réunions pour discuter des modalités de mise en œuvre par INCOLI de la formation à l'utilisation du prototype de l'outil numérique dans 16 communautés réparties dans 3 communes de la province de Thua Thien Hue</p> <p>Discussion sur les stratégies liées au genre et l'engagement communautaire au sein des programmes forestiers pour soutenir l'harmonisation des objectifs d'EnABLE aux initiatives forestières plus larges dans la région</p> <p>Une mission de soutien à la mise en œuvre du programme de réduction des émissions pour avancer dans le programme de développement d'EnABLE</p>	<ul style="list-style-type: none"> Fonds provincial de protection et de développement des forêts (le Fonds provincial) Institut pour les moyens de subsistance des communautés (INCOLI) Département de l'agriculture et des forêts Agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ) Une visite sur le terrain dans l'une des provinces cibles afin de poursuivre les discussions et le partage d'informations

Crédits photo :

Crédits photo :	Max Ravier/Pexels
Page 6	FCPF/Banque mondiale
Page 12	FCPF/Banque mondiale
Pages 14 et 15	FCPF/Banque mondiale
Pages 16 et 17	Chris Morgan/Banque
Page 18	SCCFM/Banque mondiale
Page 19	Table ronde multipartite africaine : MPIDO Table ronde régionale d'Asie du Sud : Cecelia Rana/Banque mondiale Table ronde multipartite pour l'Amérique latine et les Caraïbes : Conte Fotografia/Banque mondiale
Page 23	FCPF/Banque mondiale
Page 25	FCPF/Banque mondiale
Page 27	FCPF/Banque mondiale
Page 29	Équipes nationales d'EnABLE/Banque mondiale
Page 31	FCPF/Banque mondiale
Page 32	FCPF/Banque mondiale
Pages 34 et 35	FCPF/Banque mondiale
Page 40	FCPF/Banque mondiale
Page 41	Chris Morgan/Banque mondiale
Page 44	Équipe d'EnABLE pour la Côte d'Ivoire/Banque mondiale
Page 46	FCPF/Banque mondiale
Toutes les autres photos	Pexels, Shutterstock, Depositphotos, Unsplash



The World Bank
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433, USA
www.worldbank.org

